QUELLE LIBERTÉ POUR LA PRESSE ?

voir notre dossier pages 7-8-9-10-11

lutte ouvrière

Hebdomadaire — Paraît le samedi — N° 356 - 28 juin 1975 — Prix : 2 F

LIEVIN : le juge Pascal pourra-t-il mener l'enquête ?
interview p. 3

Face à la violence patronale

RIPOSTE OUVRIERE

ITALIE : quels changements peut apporter le succès de la gauche italienne
p. 6

A NOS LECTEURS,

En raison de la grève du Livre du jeudi 26 juin, Lutte Ouvrière n'a pas pu être composé intégralement et ne paraît donc que sur seize pages au lieu des vingt pages habituelles.

A cette occasion, nous tenons à affirmer notre solidarité avec les travailleurs du Livre en lutte.

sommaire

EN FRANCE

Page 4 :
— L'augmentation de l'indemnisation du chômage partiel : cela ne fait pas le compte.
— Non à l'augmentation des transports en commun !
— La convention du PS : une nouvelle doctrine pour une vieille préoccupation.

Page 12 :
— Centre hospitalier Belfort : les élèves-infirmières en lutte.
— Le Crédit Lyonnais-Rillieux en effervescence.

Page 16 :
— Près d'un mois et demi de lutte aux usines Chausson.
— Provocation patronale aux Câbles de Lyon (Clichy).
— Le bagne Citroën.

DANS LE MONDE

Page 5 :
— Portugal.
— Elections syndicales en Espagne.

Page 6 :
— L'Italie après la poussée électorale de la gauche.

DOSSIER

Pages 7 à 11 :
— La presse.

DIVERS

Pages 13 à 15 :
— Livres : Le phénomène stalinien de Jean Elleinstein ; Les cousins de la «Constance» de Paul Guimard.
— Télévision : la Résistance aux Dossiers de l'écran.

lutte ouvrière

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O. - Département Offset-Presse
4, ter, rue du Bouloi, Paris
Imprimé par Graphie-Presse - Epinay

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

ABONNEMENT D'UN AN

FRANCE : 50 F

ÉTRANGER : 80 F

Face à la violence patronale et gouvernementale :

Organisons la riposte ouvrière

DROIT de grève, libertés politiques et syndicales, liberté de manifester, de s'organiser, de s'exprimer : tous ces droits et libertés inscrits dans la Constitution et dans les lois, les travailleurs ont pu, une nouvelle fois, ces dernières semaines, en voir les limites.

Libertés politiques et syndicales : mais les patrons peuvent, comme Citroën par exemple, mettre sur pied une véritable milice anti-ouvrière chargée de faire régner la terreur dans l'usine contre tous les travailleurs qui n'acceptent pas de courber la tête, d'empêcher l'expression des organisations ouvrières, de matraquer et d'expulser les militants et les ouvriers combatifs.

Droit de grève : mais les patrons peuvent, comme à Chausson, comme dans d'innombrables entreprises en grève, faire appel à des hommes en armes et avec des chiens, organiser tranquillement les jaunes et les cadres briseurs de grève pour s'attaquer aux travailleurs. Ils peuvent aussi faire appel à la police, aux CRS, tous ces gens qui sont chargés de faire, paraît-il, respecter la loi et qui, dans les périodes de grève, ne se préoccupent que de faire respecter la propriété des capitalistes.

Droit de manifester : mais les patrons peuvent engager les services d'un nervi prêt à foncer en voiture sur les travailleurs qui revendiquent, tenter de les tuer, en blesser grièvement plusieurs, tout cela sous les yeux bienveillants de la police qui protège et couvre l'assassin.

Il a suffi que les mouvements de grève se multiplient, que la combativité ouvrière augmente, que les travailleurs montrent clairement qu'ils ne se laisseront pas faire, qu'ils n'accepteront pas le chômage et l'inflation, pour que la violence anti-ouvrière s'accroisse et enfle, pour que les patrons abandonnent un peu partout leurs prétentions sociales et découvrent leurs batteries, c'est-à-dire leurs flics, officieux ou officiels, leurs nervis, leurs tueurs même.

La collaboration de classes, les accords, les discussions aimables autour du tapis vert, tout cela n'est bon que dans les périodes calmes, quand les travailleurs ne revendiquent pas leur dû. Mais dès qu'ils se rebiffent, qu'ils exigent, qu'ils entrent en grève, c'est une tout autre attitude qu'adoptent les patrons et leur gouvernement.

Dès que les flics ont tenté de faire évacuer une partie des usines Chausson occupées, une manifestation des travailleurs de la région était organisée. Le lendemain de l'odieux attentat contre les travailleurs des Câbles de Lyon, des milliers de travailleurs se rassemblaient à Clichy ; le surlendemain les centrales syndicales et les partis de gauche ont organisé une manifestation à Paris.

De son côté, le syndicat du Livre a averti qu'en cas de tentative de la police de déloger les grévistes du Parisien Libéré **il y aurait une grève générale de l'Imprimerie.**

C'est dans ce sens qu'il faut aller. Les cadres et les nervis briseurs de grève ne sont efficaces que contre les travailleurs d'une usine isolée. Les CRS eux-mêmes ne peuvent pas grand-chose contre l'ensemble des travailleurs. Ceux-ci ont les moyens, pour peu que les grandes organisations politiques ou syndicales qui les représentent fassent appel à eux, de collecter tous les renseignements sur les voyous, les groupes d'extrême-droite, les officines de police qu'emploient les patrons. Et une fois tous ces renseignements pris, ils ont les moyens de les mettre hors d'état de nuire.

Nous n'avons aucune illusion à nous faire. Contre nous, travailleurs qui revendiquons, les patrons et le gouvernement à leur service sont prêts à tout, à toutes les violences. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la chronique sociale de ce dernier mois pour s'en convaincre. Nous devons, nous, être prêts à la riposte. Elle ne dépend que de notre détermination et de notre organisation.

Arlette LAGUILLER.

La prison clandestine d'Arenc continue de fonctionner

BIEN qu'elle soit totalement illégale, bien qu'elle ait été dénoncée publiquement, bien que des plaintes aient été déposées pour séquestration arbitraire, la prison d'Arenc, dans un hangar du port de Marseille, continue d'exister et de fonctionner.

La police y enferme des étrangers qui ne sont ni condamnés ni inculpés. Elle séquestre là arbitrairement des travailleurs immigrés en instance de refoulement, d'expulsion ou même en attente d'une décision les concernant. D'après Poniatowski lui-même, 33.000 travailleurs immigrés y ont été enfermés.

Les conditions de détention y sont scandaleuses. Une soixantaine de personnes sont détenues là avec pour tout repas, deux fois par jour, deux boîtes de sardines, deux œufs, du fromage et de l'eau.

Jeudi 19 juin, un ressortissant égyptien tentait de se suicider en se coupant les veines avec les bords d'une boîte de sardines. C'est, en un mois, la troisième personne enfermée dans ce centre qui tente de se suicider. Pour couvrir l'illégalité de la situation de ce prisonnier, un juge d'instruction l'a aussitôt placé sous mandat de dépôt et fait enfermer à l'infirmerie des Baumettes.

Mais ce genre de tour de passe-passe prouve simplement que la justice n'hésite pas, quand cela l'arrange, à s'asseoir sur les lois mêmes qu'elle est censée faire respecter.

Pour obtenir la fermeture de la prison clandestine d'Arenc et l'inculpation des responsables, il s'est créé à Marseille un comité soutenu par de nombreuses organisations dont la LCR, Révolution !, le MAJ (Mouvement d'Action Judiciaire) et Lutte Ouvrière. A leur appel, samedi 14 juin, sept cents personnes environ ont manifesté dans les quartiers nord de Marseille où est située la prison.

Une conception musclée de la présence française

A plus de 7.000 km de la métropole, dans une petite île de 2.500 habitants, située près de la Guadeloupe, l'administration coloniale vient de faire donner CRS, gendarmes et matériel, durant la première quinzaine de juin.

Les commerçants de l'île de Saint-Barthélémy refusaient un « droit de quai » que l'administration du préfet et la municipalité voulaient leur imposer. Sur ce, l'administration prétendit muter le directeur de l'hôpital de l'île, ce qui mit le feu aux poudres. La population tenta d'empêcher son départ et, au cours de l'agitation qui s'ensuivit, quatre personnes ont été arrêtées, gardées à vue en Guadeloupe, puis finalement relâchées.

L'administration française est allée jusqu'à faire revenir dans l'île un bateau de guerre basé à Fort-de-France, avec tout un équipement destiné au « maintien de l'ordre ».

C'est sans doute ce que Giscard voulait dire en parlant de « départementalisation » et « d'intégration » plus poussée, lors de son voyage aux Antilles.

LA CATASTROPHE DE *LIEVIN*: LE JUGE PASCAL POURRA.T.IL MENER L'ENQUETE?

LE juge Pascal mène l'instruction qui doit déterminer exactement les circonstances de la catastrophe de Liévin.

Il a inculpé le chef de siège des Houillères. Immédiatement, une Association pour la défense des intérêts moraux du personnel d'encadrement s'est créée. Tout un petit monde d'ingénieurs, d'agents de maitrise, de responsables bien placés, s'agite parce qu'on ose s'en prendre — une fois n'est pas coutume — à l'un des leurs.

L'inculpé, brandissant deux « anomalies » qui pourraient bien faire annuler la procédure, prie haut et fort la chambre d'accusation de Douai de statuer sur cette affaire. Le juge Pascal se serait en effet rendu au fond de la mine sans secrétaire greffier comme le veut le code de procédure pénale. Il aurait également pris en compte une déclaration de l'inculpé affirmant hors la présence de son avocat qu' « il n'avait commis aucune faute », ce qui, voyez-vous, constitue une violation des droits de la défense.

Il semble donc qu'on soit décidé à mettre quelques peaux de banane sous les pas du juge Pascal, qui cependant en a vu d'autres ! Personne n'a oublié le beau tollé qu'avait suscité l'arrestation en 1972 du notaire de Bruay-en-Artois, ordonnée par ce même juge Pascal. Il avait été dessaisi du dossier, bien sûr, mais avant il avait osé !

En s'attaquant, quelles que soient ses raisons, au monde des privilégiés et des notables, il s'est attaqué à un caste d'intouchables qui sait utiliser ses moyens de défense. Et elle en a ! Cette fois encore, le juge Pascal peut s'attendre à ne pas avoir toute facilité pour mener son travail comme il l'entend. « Dans cette affaire, constate-t-il, le climat s'alourdit... On cherche des incidents de procédure mais il faudra bien qu'on accepte de discuter d'autre chose que de questions de pure forme ». A moins qu'une fois de plus les autorités judiciaires ne préfèrent discuter avec un autre...

INTERVIEW DU JUGE PASCAL

LO : Vous avez inculpé un ingénieur en chef des Houillères, M. Coquidé. Pourquoi ?

Le juge Pascal : **Les ingénieurs des mines doivent faire une enquête en cas de catastrophe. Ils transmettent alors au ministère de l'Industrie qui fait suivre au Parquet lequel ouvre ou non une information.**

Les ingénieurs des mines sont ceux qui doivent veiller à l'application des mesures de sécurité. (A la Fosse 3) **ils n'étaient pas allés depuis le mois de mai 1974 au quartier de Six Sillons** (le lieu de la catastrophe). **Ils ont pourtant accordé une demande de changement du sens d'aréage (considérée comme en partie responsable du drame) sans y être jamais allés. Le chef de la sécurité n'était jamais allé de sa vie au quartier de Six Sillons. Son chef est M. Coquidé.**

LO : Les syndicats CGT et CFDT pensent que les responsabilités, c'est plus haut qu'il faut les chercher.

Le juge Pascal : **Oui, si on regarde du point de vue politique. Mais, moi ça ne me regarde pas. Moi, il faut que j'entende Coquidé.**

Je vais lui dire : il existe de la télégrisoumétrie. Vous ne vous en êtes jamais servi dans les chantiers en préparation qui traversent de vieux chantiers grisouteux (comme celui du drame).

S'il me dit : je l'ai demandée, on ne me l'a pas donnée, alors là je demande : qui a dit non ?

On verra bien. J'en arriverai peut-être à une impasse, à un moment où je ne pourrai plus inculper personne, chacun disant : j'ai demandé des crédits, on ne me les a pas accordés. Qui ? Le gouvernement, la chambre des députés ? Alors là, je ne peux plus inculper.

LO : Pour vous dessaisir de l'affaire, ce serait difficile ?

Le juge : **On me tend des pièges en ce moment, en m'injuriant pour me faire sortir de mes gonds. M. Delmont** (un responsable des Houillères) **m'a insulté par allusion. C'est un outrage à magistrat. Imaginez que je poursuive M. Delmont. Si je dois inculper des personnes proches de M. Delmont, évidemment en cas de procès contre lui, je ne pourrais plus m'occuper de cette affaire. Je serais dessaisi car on pourrait penser que je suis partial. Ils seraient tous bien contents, l'affaire des mines serait arrêtée.**

Ils veulent utiliser des moyens de procédure, donc ce sont bien les Houillères qui veulent que l'enquête s'arrête.

LO : Si vous n'êtes pas dessaisi, mais si on maintient la demande d'annulation d'une partie de votre enquête pour vice de forme, vous devrez recommencer à zéro ?

Le juge : **Si on annule ma première descente sur les lieux, on a le droit d'annuler tout ce qui suit. Mes experts n'ont rien vu, personne n'a rien vu. Les observations que les syndicats ont pu faire aussi, on pourra leur dire vous avez rêvé, juridiquement vous n'avez rien vu. On pourrait presque dire, juridiquement il n'y a pas eu de morts !**

Si je recommence, il faudra que je me fasse accompagner d'un mineur auquel j'aurai fait prêté serment. Admettons que je m'aperçoive qu'il y a eu des modifications (au fond de la mine, notamment de sécurité). **Eh bien, je ne pourrai pas les faire valoir car je ne serai pas sensé avoir vu la mine dans son état primitif.**

Mais on n'osera pas annuler. J'étais toujours accompagné d'un ingénieur des Houillères. (Dans mon enquête). **je n'ai lésé personne.**

SANCTION DISCIPLINAIRE *contre un médecin de Lyon*

LE docteur Balvet, membre de « Choisir », connu dans la région lyonnaise pour avoir pratiqué des avortements avant la loi Veil, ainsi que pour avoir refusé de cotiser au conseil de l'Ordre, vient de se voir signifier par le directeur des hospices civils de Lyon son licenciement pur et simple de ses fonctions d'attaché de consultation. Pourquoi cette sanction disciplinaire ?

Parce qu'il est accusé d'avoir soutenu une manifestation de « Choisir » qui s'est déroulée voilà trois semaines environ lors de sa consultation au Pavillon N de l'hôpital Edouard-Herriot.

En effet, depuis quelques mois, des consultations pour les femmes qui veulent avorter sont tenues régulièrement dans ce pavillon. Le directeur des hospices civils, M. Veyret, a donné son accord et ce sont plus de 70 femmes qui viennent chaque semaine aux consultations faites par une demi-douzaine de médecins, dont le Dr Balvet. Un problème qui se posa très vite : où interrompre les grossesses des femmes qui le désiraient ?

Le chef de service du pavillon N avait demandé, toujours à M. Veyret, l'autorisation de faire ces avortements dans un local libre du pavillon N. Veyret n'y voyait pas d'objection, mais opposait un refus quant au matériel nécessaire... et les choses traînaient en longueur ! 10 % des femmes étaient dirigées vers le pavillon de gynécologie de l'hôpital, le reste dans des cliniques privées.

Et c'est pour faire presser un peu les choses qu'une manifestation organisée par « Choisir » débarque à la consultation du Dr Balvet.

Directeur et sous-directeur arrivèrent bientôt. Après s'être plaints d'avoir été séquestrés et après avoir appelé la brigade antigang (!), ces messieurs annoncèrent qu'à partir de juillet un centre serait ouvert dans un autre hôpital (à l'Hôtel-Dieu), répondant à la demande d'interruptions de grossesses. Mais en même temps, ils signifiaient au Dr Balvet son licenciement.

Ce dernier est bien décidé à rester là où il est, et il a l'appui de beaucoup de monde.

PARQUÉS pour bons et loyaux services

JEUDI 19 juin, quatre jeunes fils de harkis prenaient en otage le directeur du camp de Saint - Maurice - l'Ardoise avec comme armes de la dynamite et des fusils à canons sciés.

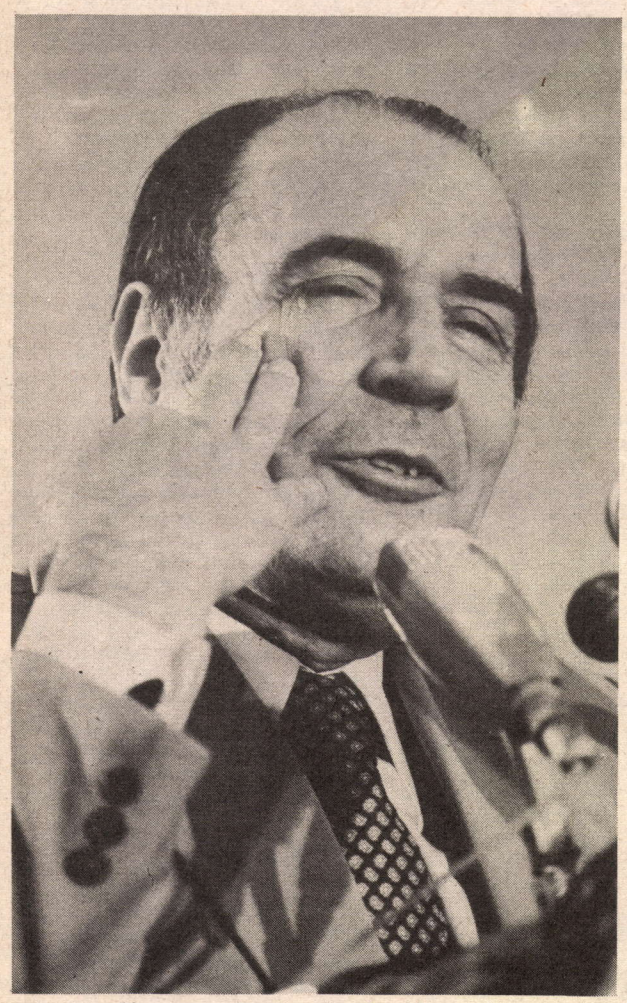
Ce camp de Saint-Maurice est un camp militaire où depuis treize ans sont littéralement parqués dans des conditions lamentables d'anciens harkis et leurs familles.

C'est pour protester contre cette situation intolérable et attirer l'attention de l'opinion publique sur les conditions de vie qui leur sont imposées que les jeunes fils de harkis ont pris un otage. Leur geste exprime la colère de tous ceux qui vivent ainsi parqués dans un camp militaire. Vendredi, quand, après avoir libéré leur otage avec l'assurance qu'ils ne seraient pas poursuivis, les quatre jeunes ont rejoint le camp, ils ont été accueillis dans l'enthousiasme par des acclamations et ils pouvaient déclarer : « Si rien n'est fait, nous serions prêts à recommencer et beaucoup d'autres après nous sont prêts à mourir pour que nous puissions vivre comme des Français à part entière ».

(A.F.P.)

Ceux que la bourgeoisie française a enrôlés contre leur propre peuple pendant la guerre d'Algérie espéraient sûrement avoir des maîtres plus reconnaissants. Mais l'impérialisme ignore la reconnaissance pour ceux qui ne sont pas des bourgeois, qui sont des pauvres gens et, qui plus est, sont Algériens.

Méprisés et haïs par les Algériens, parqués dans un camp par la bourgeoisie française, il ne reste plus aux harkis et à leurs enfants que le désespoir.



Une nouvelle doctrine ?... Mon œil !

(NORMA)

LA CONVENTION DU PARTI SOCIALISTE

Une nouvelle doctrine pour une vieille préoccupation

LA convention nationale du Parti Socialiste qui a siégé à Paris les 21 et 22 juin a adopté à l'unanimité les quinze thèses sur l'autogestion. Il ne s'agissait pas moins, paraît-il, pour le Parti Socialiste que de se donner une doctrine. En fait l'unanimité réalisée sur ces thèses, dans un parti traversé de divers courants et partagé entre plusieurs tendances, prouve simplement que l'autogestion, tarte à la crème de la gauche non communiste, n'engage à rien.

L'opposition de gauche à Mitterrand, le CERES de Chevènement, a même dû présenter une seizième thèse pour se compter, tant les quinze premières n'avaient pas la moindre chance de provoquer un vrai débat.

Et le lendemain même, au Palais des Sports de Paris, Mitterrand a pu faire un discours d'une heure, tirer le bilan de l'Union de la gauche et de la querelle avec le Parti Communiste, gourmander publiquement ses opposants du CERES, irréalistes d'après lui, bref parler de tout... sans faire la moindre allusion à l'autogestion. C'est donc le premier secrétaire du Parti Socialiste qui nous indique quelle valeur il faut accorder au document adopté : pas la moindre.

En fait, dès maintenant, la grande préoccupation du Parti Socialiste, la seule chose au fond qui l'intéresse c'est la préparation des futures élections municipales de 1977. Cette préoccupation a transparu à travers les discussions théoriques de la convention. C'est à son propos qu'un certain nombre de socialistes ont quitté le parti il y a quelques semaines, parce qu'ils ne voulaient pas rompre avec les centristes dans les municipalités qu'ils dirigent. C'est sur elle que porte désormais l'essentiel de la querelle avec le Parti Communiste, Marchais accusant Mitterrand de vouloir faire avec lui une alliance « à la carte », c'est-à-dire d'envisager en fonction de l'appétit et de la force des socialistes l'alliance du Parti Communiste ici, pour se présenter en concurrence là.

Les problèmes des travailleurs, la mobilisation nécessaire contre le chômage, l'inflation, la crise ? Il n'en fut pas question à la convention nationale. Le Parti Socialiste n'est préoccupé que de « doctrine »... et d'élections.

J.M.

L'augmentation de l'indemnisation du chômage partiel cela ne fait pas le compte !

Lundi 23 juin, le CNPF et l'ensemble des organisations syndicales ont signé l'accord qui va modifier l'indemnisation du chômage partiel, dès que le gouvernement aura donné son agrément et débloqué les fonds.

D'après cet accord, l'indemnité minimale pour les heures chômées est portée de 6,10 F à 7 F et, si le salaire horaire dépasse 14 F de l'heure, à 50 % de la rémunération.

La CGT et la CFDT ont accepté cette fois d'apposer leur signature au bas de ce texte. Il est vrai que ces mêmes organisations syndicales réclamaient en avril que l'indemnisation du chômage partiel soit fixée au taux du SMIC (à l'époque : 6,95 F). Elles ont eu gain de cause, mais quelle victoire ! En fait, on essaye de faire admettre aux travailleurs l'insécurité de l'emploi, en leur garantissant, pour un temps limité, le minimum vital.

Et même si le petit sacrifice demandé par les syndicats au patronat a été consenti, même si les professionnels qualifiés et la maîtrise (qui, au sein des entreprises, sont le moins touchés par le chômage partiel) ont droit à une garantie supplémentaire, il faut bien dire que, pour la grande majorité des travailleurs, cela revient à une augmentation de 0,90 F des heures chômées. C'est un peu mieux, mais cela ne résoud pas, il s'en faut de beaucoup, les problèmes que peut poser le chômage partiel.

Non à l'augmentation des transports en commun

Le 1er juillet, les tarifs des transports en commun de la région parisienne doivent augmenter. Le prix du carnet de tickets de métro passerait de 8 à 9 F, celui de la carte hebdomadaire de 5,60 à 6,50 F. C'est du moins ce qui a été annoncé il y a un mois, sans que cela soit démenti par la suite. La RATP se garde bien de faire une publicité à l'avance à cette augmentation, comme elle l'a fait pour le lancement de la « carte orange ». Mais elle a été prévue et annoncée depuis un mois.

Pourtant, si la « carte orange » représente bien un avantage pour ceux qui font des déplacements nombreux, elle n'en représente pas un pour tous ceux, et ils sont la majorité, qui ne font que deux voyages journaliers pour se rendre à leur travail et en revenir ou bien qui n'utilisent pas les transports en commun de façon régulière. Ceux-là continueront de prendre des carnets de tickets ou une carte hebdomadaire. Et c'est ceux-là que le gouvernement veut faire payer plus cher.

Cette augmentation est inacceptable. Pourquoi l'Etat, qui prétend lutter contre l'inflation, montre-t-il l'exemple en prenant l'initiative de la hausse des tarifs publics qui frappent en premier lieu les catégories les plus défavorisées ?

Pour justifier la hausse, on nous dit qu'il faut bien combler le déficit des transports en commun. Mais pourquoi les usagers seuls devraient-ils prendre en charge ce déficit, alors que les transports en commun rendent avant tout service aux industriels qui peuvent installer des entreprises sans se préoccuper des moyens de déplacement de la main-d'œuvre ? Et puis, est-ce que l'Etat demande aux militaires de combler l'énorme déficit entraîné sur le budget de l'Etat par les dépenses faites en pure perte pour des commandes militaires, pour les Mirage ou la force de frappe ?

Cette augmentation est décidément inacceptable. Les transports en commun devraient être gratuits, nombreux, rapides. Ils ne sont rien de tout cela.

Non à l'augmentation prévue !

A.F.

On recherche des flics intelligents à Strasbourg

A Strasbourg, ville où siège le Parlement européen (mais oui, ça existe !), dans la nuit du 18 au 19 juin, un député de ce Parlement et trois fonctionnaires européens, tous quatre Danois, se sont fait ramasser par la police et passer à tabac.

Les quatre Danois bambochaient dans une boîte de nuit aux frais du contribuable et ils avaient peut-être un peu trop bu, si l'on croit ce que disent les policiers.

Les policiers en question étaient membres d'une BSN, brigade de surveillance de nuit, ils étaient quatre dont un en uniforme. Ils demandèrent aux Danois de présenter leurs papiers. Le député européen aurait alors demandé aux policiers de montrer d'abord les leurs. On devine la suite : devant une telle provocation, un flic moyen ne pouvait que cogner...

Inutile de dire que ce genre de méthodes n'a guère été apprécié par les fonctionnaires Danois qui exigent des excuses et ont annoncé qu'ils n'assisteraient plus aux réunions du Parlement européen tant qu'une solution satisfaisante ne sera pas donnée à cette affaire.

Bref, c'est le scandale. Pour éviter que se renouvellent de tels incidents, il va falloir dorénavant embaucher des policiers intelligents et perspicaces à Strasbourg. Ou alors imposer un uniforme à tous les « Européens »... et aux flics bien sûr!

LOYERS : ILS MONTRENT L'EXEMPLE

LES loyers réglementés (dits « de la loi de 1948 ») vont augmenter de 7,5 % au 1er juillet. Le gouvernement vient d'en décider ainsi. Dans le même temps, il « recommandait » pour le secteur libre une augmentation ne dépassant pas ce chiffre.

On se souvient que l'an dernier, à la même époque, Giscard y était allé de sa petite recommandation et que cela n'avait pas beaucoup impressionné les loueurs.

Mais cette année, le caractère hypocrite de cette recommandation a été encore plus évident. En effet, le jour même où le gouvernement faisait connaître ses vœux (pieux) en matière de hausse des loyers, une des plus grandes centrales de location annonçait des augmentations de 15 % !

La SCIC précisait en outre qu'elle appliquerait en février 1976 une nouvelle augmentation de 3,40 %.

Le comble, c'est que la SCIC est une émanation de la Caisse des Dépôts qui, elle-même, est un organisme semi-public et donc contrôlé par l'Etat. On le voit, encore une fois, l'exemple vient de haut et les explications gênées de la SCIC, qui a affirmé que *« bien entendu »* elle tiendrait compte des propos gouvernementaux, n'y changent rien.

Les travailleurs, les locataires, eux, savent bien, lorsque tombe le terme, que la prétendue politique de blocage des loyers n'est qu'un lamentable bluff qui pèse de plus en plus lourd dans leur budget.

P.L.

BOURGOGNE (Territoire de Belfort) :

NON AUX PLUTON

Dimanche 22 juin, une marche était organisée par les comités anti-nucléaires du pays de Montbéliard et du Territoire de Belfort. Ce sont quelques milliers de personnes qui ont défilé durant sept kilomètres pour protester contre le projet de l'armée d'installer des missiles Pluton à Bourogne. Lutte Ouvrière soutenait l'initiative des comités anti-nucléaires, ainsi que la plupart des organisations de gauche et d'extrême-gauche à l'exception du Parti Communiste et de la CGT. Le Parti Communiste avait même fait savoir par voie de tracts et de communiqué qu'il ne participait pas à la marche à cause de la présence de «groupes irresponsables» et de plus «anti-militaristes». Il est vrai qu'on parlait d'installer les Pluton à Bourogne et non en RFA... Cela n'a pas empêché cette marche d'être un succès. Elle est la concrétisation d'une active campagne de multiples comités anti-nucléaires des villes et villages de la région. Non aux Pluton à Bourogne comme ailleurs !

GRANDE-BRETAGNE

Parti Travailliste, syndicats d'accord contre les travailleurs

LE Parti Travailliste et la Confédération des syndicats britanniques (TUC) ont été d'accord lundi pour reconnaître la nécessité de « *ralentir les augmentations de salaires* », afin de réduire l'inflation en Grande-Bretagne. Ils ont publié le 23 juin une déclaration commune à ce sujet.

C'est le patronat qui va être content ! Mais il faut dire que ce genre de déclaration ne convainc personne, même pas les signataires.

C'est ainsi que l'Etat vient d'accorder 30 % d'augmentation aux cheminots, deux jours avant la date prévue pour le début de la grève des chemins de fer. (Sans doute Wilson s'est-il souvenu de la grève des mineurs qui, il y a un an et demi, avait entraîné la défaite du conservateur Heath aux élections !).

C'est ainsi que les syndicats réclament 55 % d'augmentation à l'Imperial Chemical Industries (la société refuserait d'aller au-delà de 26 % !).

C'est ainsi enfin que, sans l'appui de leur syndicat et malgré la menace de lock-out de 20.000 personnes, les 350 grévistes d'un atelier de Chrysler Grande-Bretagne ont décidé de continuer leur mouvement, commencé, il y a trois semaines, pour protester contre le refus de la compagnie de leur rétribuer cinq jours de chômage technique (causés le mois dernier par la grève d'autres employés).

Alors, dans ce contexte, les déclarations communes syndicat-parti gouvernemental pour limiter les augmentations de salaires, ressemblent plutôt à des applications de la méthode Coué...

S.F.

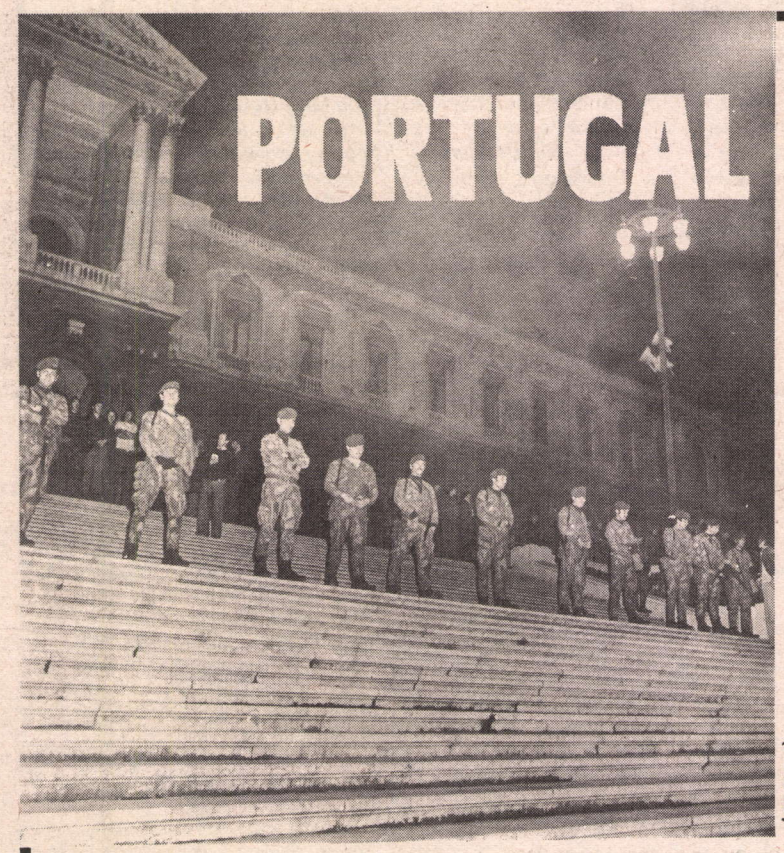
Monde libre

Parce qu'il est membre du PCF, René Piquet ne pourra se rendre aux USA pour représenter son parti au congrès du Parti Communiste des Etats-Unis qui s'ouvre le 26 juin. L'entrée dans la « libre » Amérique est en effet toujours officiellement interdite aux adhérents d'organisations communistes ou affiliées...

C'est pourtant toujours la statue de la Liberté qui symbolise les USA. Il est vrai qu'elle se trouve les pieds dans l'eau à quelques encâblures du continent. Sans doute attend-elle son visa...

Il est vrai également que la « libre » France refusait il n'y a pas si longtemps le droit d'entrée à Bernadette Devlin et qu'elle le refuse toujours à Cohn-Bendit.

Quant à l'URSS, le problème n'est pas d'y entrer, mais d'en sortir...



(Fotolib)

PORTUGAL

Le MFA essaie de gagner du temps

LE document publié par le Conseil de la Révolution et destiné à clore la crise politique qui a agité le Portugal ces dernières semaines est de toute évidence un texte de compromis. A ce titre, il ne résoud rien. Tout au plus représente-t-il un nouveau délai que se donnent les militaires avant de décider pour de bon.

Ce qui est en cause au Portugal, c'est incontestablement la nature du pouvoir : ou bien le pays sera dirigé par une dictature militaire, ou il sera conduit par un régime de type parlementariste. Pour l'instant, le pouvoir est le fruit d'un laborieux et artificiel équilibre entre ces deux options. Le Conseil de la Révolution, organe suprême du MFA et de l'Etat, ayant la réalité du pouvoir, peut gouverner seul, mais il maintient un gouvernement constitué par une coalition de partis et une Constituante qui a la rude tâche de définir les conditions de fonctionnement d'un régime a priori **parlementaire mais dont les chances d'existence sont de jour en jour plus compromises.**

Tout le contexte politique, économique et social pèse dans le sens de la dictature militaire (qu'elle soit de droite ou « progressiste »), mais les tenants du parlementarisme sont nombreux, aussi bien chez les militaires que parmi les civils et en particulier parmi les socialistes qui seraient les grands bénéficiaires d'un tel régime.

C'est pourquoi, exploitant à fond l'affaire du Republica, **les socialistes essaient d'obtenir le maximum de garanties politiques, non seulement sur la presse qui n'est au fond qu'un prétexte, mais surtout sur la « démocratie pluripartite », c'est-à-dire sur leur propre maintien au gouvernement et leur avenir.**

Le Mouvement des Forces Armées est loin d'être unanime. En son sein, les clivages qui s'opèrent opposent les partisans d'une dictature « progressiste » (comme Othelo de Carvalho) aux tenants de la démocratie ou tout simplement à ceux qui rêvent d'une remise au pas par une dictature militaire de droite. Visiblement ceux-là aujourd'hui ne s'expriment pas ouvertement. Par contre, les premiers s'opposent, mais aucun n'est encore capable d'emporter la décision. Dans le document du Conseil de la Révolution, il y a tout : l'affirmation de la démocratie pluripartiste, mais aussi la volonté de créer des « organismes de base unitaires » susceptibles de « relayer l'Etat » et de remplacer les partis dans la tâche de mobiliser la population. Il y a l'interdiction des milices armées, et la garantie de la liberté de la presse, mais l'annonce de la prise en main par le MFA de certains organes de presse et de radio. Il y a enfin la nomination d'Othelo de Carvalho au commandement suprême du COPCON.

Bref, le MFA essaie de gagner du temps. Habileté tactique ou aveu d'impuissance ?

L'accentuation de la crise économique, jointe à la volonté du Parti Socialiste de tirer profit de tout incident font que le MFA n'a sans doute reculé que pour mieux sauter.

Colette BERNARD.

L'affaire du "REPUBLICA"

EN décidant d'ouvrir ses colonnes au journal **Republica,** le **Quotidien de Paris** voulait sans doute soutenir son confrère « socialiste » portugais et défendre du même coup sa propre conception de la liberté de la presse. En fait, il aura surtout fourni matière à rire. Le fameux « document secret élaboré à Moscou » et commenté dans **Republica** est un canular manifeste. Aux dernières nouvelles, il s'agirait purement et simplement d'un article paru dans une revue soviétique ! Et encore c'est à vérifier. Bref, en une seule parution française, le journal **Republica** aura réussi à faire apprécier à leur juste mesure le sérieux et la rigueur de ses informations !

Quant au conflit-même qui oppose la rédaction du journal et le MFA, il demeure tout aussi embrouillé, l'article intitulé « les décisions du Conseil de la Révolution sont bafouées », et signé par « les journalistes du **Republica** » démontre seulement que **Republica** n'a accepté la décision du Conseil de la Révolution que sous réserve d'un certain nombre de garanties, c'est-à-dire en fait qu'elle ne l'a pas acceptée. D'où l'imbroglio de la levée des scellés, demandée puis refusée, par la direction de **Republica** qui estimait que les garanties ne lui avaient pas été données.

Bref, une affaire qui est surtout un prétexte pour une bataille politique d'une autre envergure.

Colette BERNARD.

(A.F.P.)

Amin Dada et la Grande-Bretagne :

Une indignation bien tardive

DEPUIS que le président ougandais Idi Amin Dada a menacé de faire exécuter un sujet britannique pour les propos insultants que ce dernier avait tenus à son égard, les gouvernements des pays occidentaux n'ont pas de mots assez forts pour exprimer le mépris et l'horreur que leur inspire soudainement le comportement du dictateur de l'Ouganda. Celui-ci n'en est pourtant pas à ses premières excentricités. La vie et les manies grotesques du général Amin Dada ont d'ailleurs fourni le thème d'un film qui a fait bonne recette cet hiver sur les écrans parisiens.

Mais tant que les sinistres pitreries d'Amin Dada n'avaient de conséquence que pour les Ougandais eux-mêmes, personne ne trouvait rien à redire, et surtout pas ces puissances occidentales qui se servent de fantoches semblables à Amin Dada pour mieux exercer leur oppression sur les pays du tiers monde. Et l'Angleterre moins que toute autre, qui avait elle-même installé Amin Dada au pouvoir. Dans les organisations internationales, dans les chancelleries, partout, Amin Dada était reconnu comme un chef d'Etat comme un autre, et ceux qui le traitent aujourd'hui de barbare ou de fou lui faisaient jusqu'à présent bonne figure...

Et de par le monde, combien d'autres Amin Dada, combien de Thieu, de Duvallier, de Bokassa et de Tombalbaye, combien de fous, de pantins, de monstres ont été ainsi portés à la tête d'un Etat par les puissances impérialistes ?

Car l'impérialisme n'a souvent pas de meilleure solution pour maintenir sa domination sur un pays pauvre que de mettre à sa tête un fantoche. Et peu importe à ces nations dites civilisées que les apprentis-sorciers qu'elles ont portés au pouvoir fassent régner sur le peuple une terreur sanglante. C'est même la principale tâche qu'ils aient à remplir.

Alors, quand la sauvagerie d'un Amin Dada atteint les sujets de Sa Gracieuse Majesté, il est un peu tard et bien hypocrite de crier à la barbarie. La barbarie fondamentale est celle des maîtres.

H.D.

Les élections syndicales en Espagne : une défaite du syndicat officiel

Les élections syndicales qui se déroulent actuellement en Espagne (entre le 13 et le 30 juin) sont marquées à la fois par une forte participation des travailleurs au scrutin (à l'exception du Pays Basque) et par l'élection, à la base de l'appareil du syndicat vertical officiel, la CNS, d'une majorité de délégués nouveaux.

Il s'agit là d'une relative défaite pour le syndicat officiel, dont 20 à 25 % seulement des anciens représentants ont été réélus.

C'est la première fois que des délégués de tendances variées, même si certaines tendances ne pouvaient pas s'exprimer ouvertement, pouvaient se présenter. Les limitations draconiennes, qui assuraient la présentation exclusive et donc l'élection des délégués officiels, ayant été en partie levées. En partie seulement, car les membres les plus influents des commissions ouvrières ont été écartés. Néanmoins, si les nouveaux délégués sont des inconnus, ils sont, dit-on, liés aux commissions ouvrières. Celles-ci considèrent ce succès avec prudence. Elles craignent que, dans des élections à venir qui doivent désigner des délégués à des échelons plus sélectifs, les syndicats officiels appuyés par le parti patronal, n'aient encore la capacité d'écarter les candidats de combat.

En tout cas, ces premiers résultats ne peuvent manquer de renforcer le moral des travailleurs et des militants.

C.B.

QUEL CHANGEMENT peut apporter le succès de la GAUCHE ITALIENNE ?

(U.P.I.)

INCONTESTABLEMENT, une volonté de changement profond s'est exprimée le 15 juin en Italie, avec le succès de la gauche aux élections.

Mais quel changement, justement, peut apporter ce scrutin ? Aux niveaux municipal et provincial, on va sans doute voir un certain nombre de majorités locales bouleversées et des majorités de centre-gauche remplacées par des alliances de gauche disposant désormais de la majorité. C'est ainsi qu'aux régions d'Emilie-Romagne, de Toscane et d'Ombrie, déjà administrées par un « gouvernement » socialiste-communiste, devraient s'ajouter la Ligurie, les Marches et le Piémont. Mais, au niveau gouvernemental, la composition du Parlement étant inchangée, le gouvernement actuel de Aldo Moro peut fort bien se maintenir et ne tenir aucun compte du désaveu clairement exprimé par les électeurs.

LES VOIX DES « GAUCHISTES » ITALIENS

Deux mouvements d'extrême-gauche étaient présents dans les élections du 15 juin. Il s'agit du PDUP (Parti d'Unité Prolétarienne pour le Communisme) et de « Démocrazia Proletaria ». Ils recueillent à l'échelle nationale 417.725 voix, soit 1,4 % des voix.

Les dirigeants du PCI eux-mêmes se sont d'ailleurs empressés de préciser que le problème à l'ordre du jour n'est pas, selon eux, la participation du PCI au pouvoir, mais seulement des « changements d'orientation » gouvernementaux, pour lesquels il mènera des « actions de masse ».

En effet, les dirigeants de la Démocratie Chrétienne, en particulier, s'opposent actuellement à toute association du PCI au gouvernement. De plus, les USA eux-mêmes ne sont pas prêts à admettre facilement l'arrivée au pouvoir, dans ce qui est une de leurs chasses gardées en Méditerranée, d'un gouvernement comprenant le PCI. C'est pourquoi il faudra sans doute encore une aggravation de la crise économique et peut-être une explosion sociale pour qu'une telle solution soit envisagée.

Et le PCI, en définitive, ne propose rien d'autre aux travailleurs italiens que d'attendre le jour où la bourgeoisie consentira à l'associer au pouvoir.

Mais surtout, au cas où cette solution finirait par être adoptée, en quoi répondrait-elle à la volonté de changement exprimée le 15 juin ? C'est pour gérer la crise que la bourgeoisie mettrait le PCI au pouvoir, pour faire accepter à la classe ouvrière d'en faire les frais par le chômage et les bas salaires, pour faire mener à la gauche la politique de la droite, tout en préparant le retour en force de celle-ci au pouvoir.

Les travailleurs italiens veulent un profond changement politique. Mais les organisations traditionnelles ne leur offrent rien d'autre que le maintien d'un système pourri. Plus que jamais, la construction d'une avant-garde révolutionnaire reste à l'ordre du jour. Car c'est la seule qui puisse ouvrir des perspectives réelles aux travailleurs.

André FRYS.

LES PARTIS ITALIENS

De gauche à droite de l'éventail politique, on trouve :

— le PCI (Parti Communiste Italien) 33,4 % des voix le 15 juin ;

— le PSI (Parti Socialiste Italien) 12 % ;

— le PSDI (Parti Social Démocrate Italien) 5,6 %, qui se distingue du précédent en ce qu'il est hostile à toute alliance avec le PCI ;

— le PRI (Parti Républicain Italien) 3,2 % ;

— la Démocratie Chrétienne, 35,3 % ;

— le PLI (Parti Libéral Italien) 2,5 % ;

— le MSI (Mouvement Social Italien), néo-fasciste. 6,4 % des voix.

(U.P.I.)

Une extrême-droite qui ne recule pas devant l'assassinat

Au lendemain même du succès de la gauche et du camouflet que les élections ont infligé à l'extrême-droite, celle-ci n'a pas manqué de rappeler son existence.

Le 17 juin, à Naples, des fascistes ont lancé un cocktail Molotov sur un cortège de manifestants du PCI célébrant leur succès. Une jeune manifestante de 21 ans, Jolanda Paladino, gravement brûlée, devait mourir quelques jours plus tard.

Quelques jours auparavant, le 13 juin, un militant du mouvement d'extrême-gauche Lotta Continua, âgé de 22 ans, était trouvé mort près de Reggio d'Emilie, abattu de deux coups de revolver.

Contre la gauche, l'extrême-droite italienne manie couramment l'assassinat, dans l'indifférence, sinon la complicité de l'Etat.

La crise du parlementarisme italien

APRES l'importante poussée des voix de la gauche — et surtout de celles du PC — aux élections régionales du 15 juin, l'autorité du gouvernement actuel, le gouvernement « bicolore » (Démocratie Chrétienne - Parti Républicain) de Aldo Moro ne peut que s'en trouver amoindrie, et il devra, encore plus que précédemment, quémander l'appui des autres partis parlementaires. Le PS, en particulier, fort de son succès électoral et de son rôle charnière qui lui permet tout à la fois de participer peu ou prou à la coalition de centre gauche et de nouer des alliances avec le PC, ne peut que tenter de tirer parti de la nouvelle situation. Et, tant au niveau des coalitions régionales et municipales qu'au niveau gouvernemental, il faut prévoir de longues tractations entre les partis italiens pour tenter de maintenir — sinon de restaurer — l'autorité gouvernementale.

Mais cette fragilité du pouvoir ne tient pas seulement à la situation politique créée par le succès de la gauche. Celui-ci rend seulement plus aiguë une crise qui en réalité est permanente, et cela depuis des années : celle du parlementarisme italien. Comme sous la IVe République en France, le gouvernement dépend étroitement du Parlement. Or, pour constituer une majorité stable, le PC étant a priori exclu de toute coalition, la Démocratie Chrétienne doit s'adjoindre ou au moins obtenir l'appui des petits partis du centre : le Parti Républicain (PRI), le Parti Social-Démocrate (PSDI), le Parti Socialiste Italien (PSI). Ceux-ci peuvent à tout moment remettre en cause leur participation gouvernementale, ou par exemple l'adoption d'une loi, en fonction de leurs intérêts particuliers. C'est d'ailleurs ce qu'ils font régulièrement. A ces conflits entre partis s'ajoutent d'ailleurs les conflits d'influence à l'intérieur de ceux-ci, et en particulier à l'intérieur de la Démocratie Chrétienne, divisée en rien moins qu'une dizaine de courants.

Un tel système ne permet pas à la bourgeoisie italienne de disposer d'un pouvoir suffisamment efficace dans la défense de ses intérêts. C'est pourquoi une partie d'entre elle souhaite une réforme constitutionnelle du type de celle de 1958 en France, qui permit l'instauration d'un gouvernement moins dépendant du Parlement, d'un Parlement moins représentatif du partage réel des voix dans le pays, pour se parachever en 1962 par l'élection du président de la République au suffrage universel. Certains sont même partisans, non seulement d'un tel « pouvoir fort », mais d'une dictature militaire supprimant carrément le parlementarisme.

Mais jusqu'à présent il a manqué à la bourgeoisie italienne et la situation de crise suffisamment aiguë, et l'homme disposant de suffisamment d'autorité pour obliger les différents partis bourgeois à accepter une telle réforme. Car cela revient à demander à chacun de sacrifier un peu de ses intérêts particuliers à l'intérêt général de la bourgeoisie italienne. Et aucun n'est prêt à le faire le premier.

Voilà pourquoi, depuis des années, l'Italie va régulièrement d'une crise gouvernementale à une autre, sans qu'aucune des solutions souhaitées ne voie le jour, tandis que la Démocratie Chrétienne se maintient tant bien que mal au pouvoir au centre de coalitions gouvernementales qui, tous comptes faits, ne subsistent d'une crise à l'autre que des variantes.

A F.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

On s'acharne contre les avocats de Baader...

LE 23 juin, la police de Hambourg a procédé à plusieurs perquisitions dans les bureaux et aux domiciles de trois avocats des membres du groupe Baader-Meinhof. Le même jour, deux autres des avocats de ce groupe ont été arrêtés.

Ils ont été appréhendés sous l'accusation de **« complicité avec une association de malfaiteurs »...** parce qu'ils sont soupçonnés d'avoir permis aux membres du groupe Baader-Meinhof, actuellement emprisonnés, de... communiquer entre eux.

On avait commencé par les exclure de la défense du groupe Baader, lors du procès, puis on les avait rayés de l'Ordre des avocats de RFA. Aujourd'hui, c'est la prison.

En s'attaquant avec cet acharnement au groupe Baader et à ses défenseurs légaux, l'appareil d'Etat allemand dit vouloir lutter contre le terrorisme. En réalité, il exprime sa peur et sa haine de ceux qui osent contester la société bourgeoise.

...mais les nostalgiques du nazisme sont libres de se réunir

UN groupe d'extrême-droite, Deutsches Reich, a fait revivre la traditionnelle fête nazie du solstice d'été. La « cérémonie », célébrée sur une colline proche de la ville de Fritzlar à la lueur des torches et aux accents du Horst Wessel Lied, *a rassemblé quelque cent trente personnes... sous la « surveillance » de la police.*

Le 23 juin, la police de Fritzlar a engagé des poursuites pour « propagande national-socialiste » contre Roeder, le chef du Deutsches Reich, un avocat.

On aimerait bien savoir si Roeder, comme les avocats du groupe Baader, a été exclu du barreau et arrêté. Sûrement pas. Car ce n'est pas la société d'exploitation que ce nostalgique du nazisme remet en cause, ce ne sont pas les nantis qu'il effraye.

S.F.

dossier

la presse capitaliste malade du régime qu'elle défend

Derrière la "liberté de la presse", le MONOPOLE de la BOURGEOISIE

LA presse est en crise. L'affirmation revient périodiquement, illustrée par la cessation de parution de telle publication connue de longue date ou encore par des tentatives infructueuses de faire paraître telle nouvelle publication. Tout au long du quart de siècle écoulé, le nombre des quotidiens et, partant, leur variété, n'ont cessé de décroître. Ceux qui continuent lancent des cris d'alarme sur leurs difficultés financières. Mais, quelle que soit leur tendance politique ou la qualité de leurs informations, c'est au nom de la liberté de la presse qu'ils revendiquent le droit de continuer à exister.

Bien des raisons concrètes sont à l'origine de la crise actuelle de la presse dite d'information. Mais, au fond, toutes découlent d'une raison fondamentale.

En régime capitaliste, un journal est, au fond, une marchandise comme les autres. Il faut qu'elle se vende. Pas nécessairement au lecteur ! Dans la quasi-totalité des publications, le prix de vente constitue la part mineure et décroissante des recettes. Mais la surface du journal est vendue à des entreprises de publicité ou à des annonceurs particuliers.

L'entreprise de presse est une entreprise capitaliste. Celui qui avance les capitaux nécessaires à son fonctionnement attend qu'ils rapportent un profit.

Certes, la marchandise journal est une marchandise particulière. Elle véhicule des idées, des opinions. Elle donne à celui qui la vend la possibilité d'influencer l'opinion publique. Aussi, dans la détermination de la rentabilité d'une entreprise de presse, interviennent d'autres facteurs que la seule rentabilité financière. Mais si quelques grands magnats de la presse ont la possibilité de se passer du taux moyen de profit pour entreprendre la publication d'un quotidien, voire d'accepter un déficit, c'est parce qu'ils sont à la tête d'autres entreprises, de presse ou non, qui, elles, rapportent plus que ce taux moyen de profit. Un Dassault, un Prouvost, un Béghin ou un Boussac ont la possibilité de récupérer ailleurs l'argent nécessaire pour financer le déficit éventuel d'un organe de presse qui leur donne un pouvoir sur l'opinion publique.

Mais, de manière générale, les entreprises de presse sont soumises aux mêmes lois que toutes les entreprises capitalistes. La concurrence, à la fois celle des autres entreprises de presse et celle d'autres moyens d'information, la télévision en premier lieu, les poussent à des innovations continuelles de leurs moyens techniques et à une lutte sans merci pour accroître leur clientèle, lecteurs comme annonceurs.

La publication d'un journal capable de résister à la concurrence sur le plan de la rentabilité financière exige des capitaux croissants. L'impression coûte cher, comme le papier, comme la collecte ou l'achat des informations, comme encore les moyens techniques pour accélérer la diffusion de ces informations.

Alors, la liberté de presse est-elle menacée par la chute périodique d'organes de presse incapables de résister à la concurrence, qui ferment leurs portes ou qui sont rachetés par les plus puissants des trusts qui contrôlent des dizaines de publications ?

Sans doute.

Mais ce qui attente infiniment plus à la liberté de presse, bien au-delà de l'élimination des petits au profit des gros, c'est qu'en régime capitaliste la presse est, et a toujours été, le monopole d'une classe sociale, de la classe des capitalistes.

Alors, les travailleurs révolutionnaires laissent les libéraux bourgeois pleurer sur la disparition de journaux tués par l'implacable mécanisme de l'économie capitaliste. Ils se battent pour une société où la publication d'un journal ne soit pas un droit réservé à une petite minorité de possesseurs de capitaux, où la liberté de presse soit garantie à chaque groupe de citoyens, non seulement juridiquement, mais aussi matériellement.

LA liberté de la presse était une des principales revendications de la démocratie bourgeoise au temps où elle partait à la conquête du pouvoir. Pour l'essentiel, cette liberté consistait dans le droit juridique pour chaque citoyen ou pour chaque parti de publier un journal, sans autorisation préalable, sans censure et, symétriquement, dans le droit de tout un chacun d'acheter la presse de son choix.

Même au sens bourgeois du terme, cette liberté de presse n'existe que dans bien peu de pays bourgeois. Et, même là où elle existe, elle subit des empiètements constants, tant de la part du pouvoir politique que de la part des groupes d'intérêts capitalistes.

Elle n'est qu'une formule hypocrite destinée à masquer la dictature des puissances d'argent.

A cet égard, l'affaire du **Parisien Libéré** est singulièrement significative. On voit en effet le porte-parole de ce que la bourgeoisie compte de plus réactionnaire dans le domaine de la presse invoquer à grands cris la liberté. Ce même **Parisien Libéré** qui ne trouve pas de titres assez durs pour stigmatiser les réformes les plus anodines, responsables selon lui de tous les maux dont souffre notre société, qui considère Giscard d'Estaing comme un dangereux révolutionnaire conduisant le pays à l'anarchie, qui fulmine à la fois contre les jeunes qui commettent le crime ignoble de porter les cheveux trop longs à son goût, contre les travailleurs qui font grève ou contre les femmes qui revendiquent un statut meilleur au sein de notre société, le **Parisien Libéré** brandit l'étendard de la liberté. En fait de liberté, il s'agit d'exploiter, de mentir, et, si possible, de faire de l'argent en vendant des mensonges. C'est la liberté de licencier des travailleurs sous prétexte que des conditions de fabrication nouvelles imposent des réorganisations. C'est en un mot la liberté pour Amaury de faire des affaires avec ses journaux et la « liberté » pour ses ouvriers d'aller pointer au chômage.

Il en va de la liberté de la presse comme de toutes les libertés dans la société capitaliste. C'est en fait le droit pour Amaury, Boussac, Prouvost ou Dassault de posséder des journaux et de diffuser en masse leur prose à des millions et des millions d'exemplaires.

Certes, tout le monde ou presque a le droit d'éditer un journal en France. Le droit bourgeois donne en effet la possibilité juridique de le faire. Mais que signifie ce droit sans les moyens matériels de l'exercer ?

Et ces moyens matériels sont monopolisés par ceux qui possèdent les capitaux. Dans ces conditions, la liberté de la presse dans la société bourgeoise est une gigantesque supercherie.

Pour reprendre l'expression de Lénine, **« la liberté de la presse, dans la société bourgeoise, c'est la liberté pour les riches de berner, de pervertir, de mystifier systématiquement, sans arrêt, quotidiennement, à des millions d'exemplaires, les pauvres, les masses populaires exploitées et opprimées ».**

Alors, si les révolutionnaires luttent contre toute forme de censure exercée par l'Etat bourgeois, ils affirment aussi qu'une liberté privée des moyens de l'exercer est une liberté pour les seules classes riches.

Il n'y aura pas de véritable liberté de la presse tant que les imprimeries, des stocks de papier et l'ensemble des moyens techniques nécessaires à la fabrication des journaux appartiendront à des capitalistes.

Sous un pouvoir prolétarien, ces moyens techniques, les stocks de papier, au lieu d'être répartis en fonction des capitaux, devraient être répartis entre les partis, organisations, associations ou simples regroupements de citoyens.

derrière la liberté de la presse

SEULE LA VERITE EST REVOLUTIONNAIRE

question de culture : les idées, comme les capitaux, sont le monopole des classes privilégiées.

Mais combien multiforme pourra être la presse d'une société où les millions d'hommes et de femmes condamnés aujourd'hui au silence pourraient enfin prendre la parole !

La liberté d'expression et de presse sera quelque chose de plus qu'un droit : une manière d'être.

Le pouvoir prolétarien, parce qu'il n'est pas basé sur les privilèges et donc sur le mensonge pour cacher cet état de choses, est le seul à n'avoir rien à craindre à ce que la vérité, toutes les vérités s'expriment.

Une société socialiste ne pourra se construire dans l'ignorance et le mensonge. Elle ne se développera que dans la liberté la plus totale des idées, dans le brassage des opinions, dans les échanges d'informations, dans la richesse de la pensée, dans le bouillonnement de l'imagination. La liberté de presse dans une société qui construit le socialisme est tout le contraire de la liberté de presse actuelle, pseudo-liberté faite d'hypocrisie, de mensonges, d'autocensure consciente ou inconsciente.

Les révolutionnaires sont partisans de ce que toutes les opinions puissent s'exprimer, y compris celles qui leur sont étrangères, voire hostiles, parce qu'ils font confiance à l'homme, à sa capacité de juger, une fois la société débarrassée des entraves de l'emprise du Capital.

DANS l'imagerie intéressée des laudateurs du système capitaliste (qu'eux-mêmes appellent « système libéral ») le socialisme est synonyme d'absence de liberté, en particulier en matière de presse, comme il est encore synonyme d'une grisaille monotone, celle d'une presse officielle, monopolisant les informations comme les opinions.

Le régime capitaliste le plus libéral, où la liberté de presse est la plus grande, ne peut cependant donner qu'une très pâle image de la richesse, de la variété de la presse sous le pouvoir prolétarien. A l'heure actuelle, seule une petite frange de la société a accès à la possibilité de rendre publiques, par la voie de la presse, ses idées, ses opinions, ses préoccupations. C'est en premier lieu une question de moyens techniques. Mais c'est aussi une

Ce que proposait Lénine en 1917

« Par liberté de la presse, le gouvernement ouvrier et paysan entend la libération de la presse du joug du Capital, la transformation en propriété de l'Etat des papeteries et des imprimeries, l'attribution à chaque groupe de citoyens qui atteint un effectif donné (10 000 par exemple) d'un droit égal à l'usage d'une part correspondante des stocks de papier et d'une main-d'œuvre correspondante pour l'impression. »

LA GRANDE PRES
quelques GROUPES

LA presse est une industrie. Certes, il n'existe pas en France des groupes de l'importance de ceux qui se sont constitués aux USA ou tel le groupe Springer en Allemagne qui contrôlait à lui seul plus du tiers de la presse allemande en 1969, dont près de 41 % du tirage des quotidiens.

Cependant, quelques groupes se partagent l'essentiel du tirage des grands journaux.

Le plus important est le groupe Hachette.

Hachette ne s'est pas cantonné dans l'édition de livres, qui était son activité première. Il a joué et continue de jouer un rôle dans le domaine de la presse. Tout d'abord dans sa distribution, dont il assure l'essentiel depuis le début du siècle, au travers des Messageries Hachette, puis, après la guerre, au travers des NMPP, dont il contrôle aujourd'hui 49 % du capital. Mais aussi en possédant ou en contrôlant totalement un nombre important de journaux et de revues.

Le groupe Hachette contrôle la société qui édite *France-Soir, Le Journal du Dimanche, France-Dimanche* et *Elle*. Il contrôle aussi *Confidences, Lectures pour tous, Le Journal de Mickey*. Il possède *Réalités, Historia, Le Jardin des arts*. C'est lui qui fait éditer *Entreprise*. En outre, il édite un certain nombre de publications encyclopédiques. Il a créé il y a quelques temps l'hebdomadaire *Le Point*, pour concurrencer *l'Express*. Par ailleurs, il possède une part importante du groupe *Femmes d'aujourd'hui* ainsi que la moitié des parts de *Télé 7 jours* qu'il partage avec le groupe Prouvost. Sans compter d'autres titres moins connus.

Le groupe Prouvost arrive en second. Prouvost, gros industriel du textile, s'est intéressé très tôt à la presse. Après avoir pris la tête, entre les deux guerres, de *Paris-Soir* et de *Match*, il maintient son empire après la guerre. Aujourd'hui, sans posséder de nombreux titres, il occupe une place importante dans le domaine de la presse par le tirage des journaux qu'il possède. Il contrôle en effet *Le Figaro* — dont il voudrait se débarrasser — ainsi que *Paris-Match, Marie-Claire*. Il est allié à la famille Béghin, qui a de gros intérêts dans l'industrie sucrière et qui contrôle le tiers de l'industrie papetière en France. Et pour faire bonne mesure, Prouvost, en possédant 13 % des parts de RTL, s'est assuré le contrôle de ce poste périphérique. Après ces deux groupes, les autres sont moins importants. Ils regroupent cependant l'essentiel des titres de la presse française.

Le groupe Amaury, sous les feux de l'actualité aujourd'hui, comprend, autour du *Parisien Libéré* et de *l'Equipe*, le *Miroir des Sports, Marie-France, Point de vue - Images du monde, Carrefour* ainsi que quelques journaux régionaux.

Le groupe Del Duca s'est développé à partir du succès de la presse dite féminine : *Nous deux, Intimité*, etc. Il possède *Télé-Poche*, le second titre en importance de la presse consacrée à la télévision.

En 1957, Del Duca avait racheté le quotidien socialiste *Franc-Tireur* et en avait fait *Paris-Jour*, prototype du journal inodore, incolore, sans saveur, qui avait pour vocation de s'adresser à un vaste public en évitant d'aborder les problèmes réels de l'actualité pour les remplacer par des photos de stars et des informations sur la vie des animaux. Le journal disparaîtra en 1971.

Le groupe Hersant contrôle, ou nombre de journaux régionaux : *l'Ec Paris-Normandie*. Il contrôle aussi *F*

Il existe aussi deux groupes d *Presse* qui s'appelait jusqu'en 1970 Ce groupe édite *le Pèlerin du XX^e* destinées à la jeunesse, ainsi que le *tholique*, autre groupe catholique, éd *que Illustrée, Télérama* et divers m

UN QUO CEL COUTE

LE coût de revient d'un quotidien est quelque chose de très important.

Ainsi Le Monde, *comme il le fait chaque année, vient de publier son compte d'exploitation pour l'année 1974. Les charges se montent à 209 millions et demi de francs (nouveaux évidemment). Les principales de ces charges se montent à 101 millions pour les salaires et charges sociales, près de 40 millions pour le papier (en augmentation de 60 % sur l'année 1973), 21 millions et demi pour les courtages et frais*

L'évolution du tarif des quotidiens

La dépréciation continue du franc rend évidemment difficiles les comparaisons entre les prix des quotidiens à différentes époques. Pour fixer les idées, voilà cependant le prix moyen des quoditiens à quelque dates choisies :

En 1920	**0,20**	**F**
En 1925	**0,25**	**F**
En 1938	**0,50**	**F**
En 1944	**2**	**F**
En 1948	**6**	**F**
En 1950	**10**	**F**
En 1957	**20**	**F**
En 1959	**25**	**F**

Actuellement, le prix des quotidiens dépasse 120 anciens francs, soit 1,20 F.

En comparant le prix des journaux à celui du kilo de pain, on constate que, si en 1914 le journal coûtait neuf fois moins cher que le kilo de pain, il coûtait six fois moins cher entre les deux guerres, quatre fois moins cher en 1945, deux fois et demie moins cher au début des années 60, et actuellement les deux prix sont presque de même ordre.

(Source : Jacques Kayser, **Les quotidiens français**)

Une information filtrée et contrôlée à la source

LE nombre de journaux, bien qu'il tende à diminuer, peut encore laisser croire qu'il existe suffisamment de variété, de concurrence dans la diffusion de l'information pour que les lecteurs en soient bénéficiaires. Il n'en est rien. L'information, tamisée contrôlée avant d'être livrée au public par la grande presse est aussi contrôlée à sa source.

Aucun journal, quelle que soit la puissance de ses moyens, ne peut en effet assurer à lui seul la collecte de l'ensemble des informations qu'il utilise. Cette fonction est assurée par des agences de presse qui disposent d'un réseau de correspondants répartis à travers le globe et qui recueillent et qui centralisent les informations pour ensuite les redistribuer aux journaux, aux chaînes de télévision ou de radio qu'ils ont pour clients. Ce sont elles qui rédigent les informations qui, livrées aux journaux sous forme de dépêches, serviront de matière première aux articles des journaux et quelquefois seront reproduites telles quelles.

Il existe actuellement cinq agences mondiales : l'agence Tass, qui est sous le contrôle de l'Etat soviétique et qui distribue les dépêches et les informations qui ont l'agrément de la bureaucratie du Kremlin ; deux agences américaines, l'Associated Press (A.P.) et United Press International (UPI) ; une agence anglaise, Reuter, et une agence française, l'Agence France Presse (AFP). Les agences des pays capitalistes fonctionnent soit selon des principes purement commerciaux, comme l'UPI, soit sous forme coopérative, comme la plus puissante d'entre elles, l'américaine Associated Press qui a pour origine six quotidiens new yorkais, soit encore sous une forme qui combine le contrôle des principaux journaux et celui de l'Etat comme l'AFP, dont le conseil d'administration est composé à la fois de directeurs de grands journaux clients et des membres désignés par le gouvernement. A côté de ces agences internationales, il existe des agences nationales qui collectent et distribuent des informations nationales. Ainsi en France l'ACP (Agence Centrale de Presse), fondée par un groupe de quotidiens régionaux. Il existe par ailleurs des agences qui distribuent des textes, des articles, des photos, quelquefois même des rubriques toutes faites. Ainsi, la diversité apparente recouvre l'uniformisation et le monopole. Un monopole qui confère à ceux qui l'exercent une puissance considérable. Un monopole qui par ailleurs fait payer cher ses services. Car, en ce domaine, l'accès à l'information, même à une information contrôlée, est une affaire de gros sous.

le monopole de la bourgeoisie

SE aux mains de CAPITALISTES

TIDIEN A CHER

tre *l'Auto-Journal*, un certain *lair* à Nantes, *le Havre-Presse*, *rance-Antilles*.
e presse catholiques : *Bayard* La Maison de la Bonne Presse. *siècle* et de nombreuses revues quotidien *La Croix*. *La Vie Ca-*te entre autres *La Vie Catholi-*nsuels.

e publicité (mais la publicité a apporté au journal 116 millions et emi durant la même année, alors ue les ventes et les abonnements e rapportaient qu'un peu plus de 4 millions), plus de 17 millions de ais de vente.

Bon nombre de journaux revien-ent certes moins cher que Le londe, *à cause de leur tirage et de ur aire de distribution plus réduits t aussi d'une rédaction moins im-ortante. Il n'est pourtant pas non lus celui qui coûte le plus cher.*

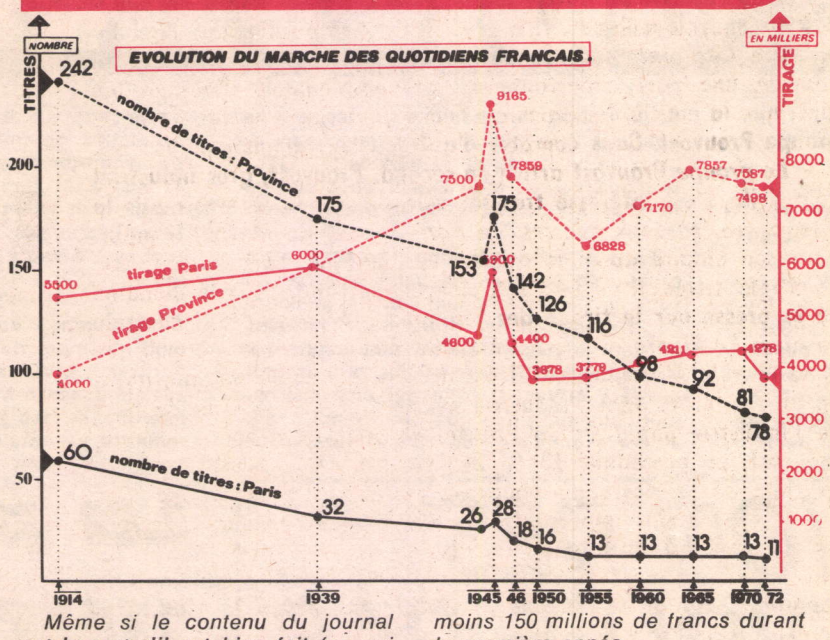
Et il ne faut pas oublier les in-estissements préalables en locaux t rotatives. Toujours pour Le Mon-e, *le renouvellement des rotatives y a quelques temps à coûté 8 mil-ards d'anciens francs.*

Il est donc bien difficile d'impo-er un nouveau quotidien sur le arché. Et, ces vingt dernières an-ées, un certain nombre d'échecs ont bien montré, dont le dernier n date a été celui de L'Imprévu, *inspiration socialiste, qui n'a tenu ue quelques jours. En onze nu-éros, ses ventes à Paris étaient assées de 25.000 à 2.500 exem-laires.*

A ces groupes qui sont les plus importants, il conviendrait d'ajouter des groupes de moindre importance. *Le groupe Filipachi* qui édite, entre autres, *Salut des Copains, Mademoiselle Age Tendre, Lui*. Le groupe de *l'Express*, contrôlé par la famille Servan-Schreiber, qui édite *l'Express, l'Expansion*. Boussac, qui ne constitue pas à proprement parlé un groupe mais qui possède *l'Aurore* et le seul quotidien de courses hippiques. Dassault qui s'est offert le luxe de posséder une revue, *Jours de France*, après avoir dépensé des centaines de millions pour lancer un quotidien.

A côté de ces groupes, il faut mentionner, mais en lui faisant une place à part, car elle n'entre pas dans le cadre de la presse capitaliste, la presse contrôlée par le Parti Communiste Français, qui, bien qu'ayant considérablement régressé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, n'en occupe pas moins une place importante, avec plusieurs titres nationaux, trois quotidiens régionaux, des hebdomadaires tel *l'Humanité Dimanche, France Nouvelle, la Terre*, des revues spécialisées.

Ainsi, on peut le constater, la presse, loin d'être, comme le prétendent la larme à l'œil les Amaury, Prouvost, Boussac et autres, un innocent instrument de diffusion de la culture et de l'information, est un champ d'investissement pour les capitaux.



Même si le contenu du journal est bon et s'il est bien fait (ce qui n'était pas le cas de L'Imprévu), *il faut tenir un certain temps pour trouver le public. Et pour cela, il faut des sommes astronomiques. Ainsi* Le Temps de Paris, *il y a quelques années, qui tentait de s'imposer contre* Le Monde *(mais qui était très loin d'en avoir la qualité), ne réussit pas à tenir. Ses promoteurs avaient pourtant estimé qu'il fallait compter sur un déficit mensuel d'au moins 150 millions de francs durant la première année.*

En fait, la plupart des journaux nationaux sont en déficit, malgré leur important budget de publicité (car il est évidemment hors de question qu'ils vivent simplement de leur vente). Ils coûtent de l'argent chaque année à leurs propriétaires qui ne les maintiennent que pour des raisons politiques... et grâce aux bénéfices qu'ils réalisent dans leurs autres affaires.

La presse dans le monde

Il existe dans le monde environ 8.000 quotidiens, dont on estime à 360 millions le tirage journalier.

Ces données ne constituent qu'un ordre de grandeur qui se modifie constamment.

Au cours des quinze dernières années, le nombre des journaux quotidiens a progressé de 10 % tandis que le tirage global s'accroissait de plus de 50 % et le nombre d'exemplaires par 1.000 habitants augmentait de 20 %.

Mais ces chiffres ne rendent pas compte de disparités importantes qui se manifestent selon les pays.

En ce qui concerne la presse écrite, les Européens disposaient de 38 % du tirage mondial et l'Amérique du nord de 23 % (chiffres de l'UNESCO, qui datent de 1968), soit ensemble 61 %, tandis que le reste du globe, où se trouve 70 % de la population mondiale, se partageait 26 % des journaux quotidiens.

Trois pays, les USA, le Japon et la Grande-Bretagne, par ordre d'importance, imprimaient en 1969, 126 millions d'exemplaires de quotidiens, soit le tiers du tirage mondial.

Une presse qui ne peut être désagréable aux annonceurs

IL est généralement admis que le prix de revient moyen d'un quotidien est environ deux fois plus important que son prix de vente. C'est dire que les entreprises de presse équilibrent leurs comptes en vendant leur publication deux fois. Au lecteur, bien sûr, mais aussi à l'annonceur publicitaire.

Sans même parler des publications pour lesquelles quelques articles dits d'information ne sont qu'un prétexte et qui sont de simples prospectus publicitaires, la part de la surface consacrée à la publicité va en s'accroissant, même pour la grande presse d'information.

Il en va évidemment de même quant à la part des recettes publicitaires dans les recettes globales du journal.

A l'heure actuelle, la part des recettes publicitaires se situe entre 45 % et 50 % pour l'ensemble des journaux. Elle est de l'ordre de 50 pour cent pour les quotidiens de province, de 55 % à 60 % pour **France-Soir** et **Le Monde,** de 80 % pour **le Figaro.**

Les difficultés de la grande presse en ce domaine sont mises en évidence par deux phénomènes. Le premier, c'est que la dépendance des journaux vis-à-vis des recettes publicitaires augmente régulièrement. Le second, c'est que la part de publicité investie dans les journaux, par rapport à la somme globale consacrée à la publicité dans le pays, diminue tout aussi régulièrement. Malgré les protestations unanimes des responsables de la grande presse, la dépendance économique des journaux à l'égard des annonceurs publicitaires ne peut pas ne pas se traduire par une dépendance sur le plan du contenu. Aucun journal, même les plus grands, ne peut dédaigner un gros annonceur régulier, grande entreprise ou grande agence de publicité. Plus le journal est petit, plus il dépend d'un éventail réduit d'annonceurs, plus cette dépendance est forte.

Elle peut se traduire d'une multitude de manières : la première étant de censurer les informations de manière à filtrer ce qui peut être nuisible à l'annonceur.

Cela va jusqu'à la publication de publicité rédactionnelle, c'est-à-dire de publicité présentée comme si elle était de l'information objective.

Du papier qui vaut de l'or

L'édition d'un numéro de journal requiert des dizaines et des centaines de tonnes de papier qui doivent parvenir régulièrement et à l'heure pour une parution qui ne peut attendre. L'importance de cette matière première fait que la situation du marché du papier, sur le plan national et international, est de la plus grande importance pour la situation de la presse.

La répartition du papier journal est pour majeure partie entre les mains d'une coopérative associant les éditeurs de presse, la SPPP (Société Professionnelle des Papiers de Presse). Cette coopérative se charge de traiter avec les différentes papeteries, en établissant un prix moyen du papier journal. Mais elle dépend bien évidemment de ces papeteries, qui elles-mêmes sont tributaires du marché international des pâtes à papier, en grande partie importées des pays scandinaves ou du Canada.

La fin 1973 et le début de 1974 ont vu le développement de ce que l'on a appelé la « crise du papier ». D'une façon tout à fait analogue aux producteurs de pétrole, les producteurs de pâtes à papier — et à leur suite les papeteries — ont spéculé sur cette matière première, retardé les livraisons, sous prétexte d'une pénurie possible. En réalité, ils choisissaient sciemment de faire monter les prix, quitte à réduire leur production. Et le résultat a été une augmentation vertigineuse des prix du papier qui, de 1.100 F la tonne, passera en quelques mois aux alentours de 2.000 F la tonne, pour les qualités les plus ordinaires de papier journal. Soit une hausse de l'ordre de 80 pour cent.

Aujourd'hui, il n'y a plus, comme par miracle, de crise d'approvisionnement en papier. Mais les frais que celui-ci entraîne pour un journal ont pratiquement été multipliés par deux. Et cela ne peut que rendre encore plus sensible, pour l'ensemble des éditeurs, le fait que la liberté de la presse, c'est d'abord la liberté... d'avoir les fonds pour en assurer l'impression.

Presse contre télé : Une bataille pour la conquête de la publicité

IL serait naïf de croire que la concurrence qui se développe entre la télévision et les radios périphériques, d'une part, et la presse écrite, d'autre part, vise à réaliser une meilleure information du public. En fait, quoi qu'en disent les propriétaires de journaux, derrière les nobles déclarations d'intention, il s'agit surtout de se disputer le marché des recettes publicitaires, marché qui représentait selon une estimation pour l'année 1970 la coquette somme de cinq milliards de francs.

Sur ce terrain, les postes périphériques et la télévision (depuis que la publicité de marques y a été introduite en octobre 1968) constituent de rudes concurrents. Les capitalistes qui dominent dans la presse écrite, en hommes d'affaires avisés, l'ont compris : ils n'ont pas mis tous les œufs, ou plutôt tous leurs capitaux, dans le même panier. Ainsi, Prouvost qui ne s'est pas contenté de posséder les titres parmi les plus importants de la presse écrite, mais qui possède en outre 13 % du capital de RTL, ce qui lui permet d'en avoir le contrôle. Quant à Hachette, il a investi dans l'audio-visuel, en créant la société Télé-Hachette qui produit des programmes de télévision pour la télévision française et les télévisions étrangères, et qui a constitué avec l'ex-ORTF une société, Vidéogramme de France, qui a pour but de produire des vidéo-cassettes, c'est-à-dire vendre des émissions de télévision enregistrées sur cassette.

La concurrence est âpre. Ainsi, aux USA, on a vu la part des investissements publicitaires récupérée par la presse écrite passée de 42,6 % à 37 %, entre 1952 et 1971. De même en France, cette part est passée de 55 % à 36 % entre 1959 et 1971. Et cette évolution risque encore de s'accentuer, car pour l'instant le temps de publicité est encore limité sur les trois chaînes de télévision, mais il est plus que probable qu'il va s'accroître dans les années à venir.

Le combat que les « grands » de la presse mènent actuellement pour défendre cette presse « libre » que, selon eux, on assassine, est surtout une bataille pour garder une part de la manne publicitaire.

derrière la liberté de la presse

Le syndicat du Livre

DANS les imprimeries de presse, la principale organisation syndicale pour ne pas dire la seule, CFDT et FO étant quasi inexistantes, est la Fédération Française des Travailleurs du Livre, rattachée à la CGT.

Cette fédération regroupe les ouvriers de la presse (ceux qui fabriquent les quotidiens) et ceux du labeur (les autres travaux d'imprimerie). En 1968 elle comptait dans ses rangs une proportion importante des ouvriers de la profession.

Cette force de la fédération du Livre tient à plusieurs raisons. D'une part, au fait que les imprimeurs — et en particulier les typographes, grands liseurs — ont fourni de nombreux militants au mouvement ouvrier, dont certains sont restés célèbres, comme Proudhon, Pierre Leroux, Jean Allemane. D'autre part, au caractère particulier de la chose imprimée qui a permis à la fédération du Livre de développer pendant longtemps un corporatisme relativement efficace.

Ce que fabriquent les travailleurs du Livre (et cela est particulièrement vrai pour la presse quotidienne et explique la puissance du syndicat dans ce secteur) ne possède qu'une valeur temporaire. Un exemplaire de quotidien vaut 1,20 F un jour et pratiquement rien le lendemain. Un simple retard dans la sortie d'une édition peut représenter pour un journal une perte de sommes colossales. C'est dire que le syndicat du Livre était particulièrement bien placé pour imposer au patronat la satisfaction d'un certain nombre de revendications.

La fédération du Livre représente au sein de la CGT un phénomène original. Elle n'a pas été touchée par la scission de 1947, qui a donné naissance à Force Ouvrière et, depuis, les réformistes plus ou moins liés au Parti Socialiste continuent d'y coexister avec l'appareil stalinien. Cette originalité l'a parfois amenée à prendre ses distances vis-à-vis de la Confédération CGT, comme lorsqu'elle condamna, en 1956, l'intervention soviétique en Hongrie.

Dans la presse (dont le syndicat parisien se trouve par contre étroitement contrôlé par le Parti Communiste Français), se pose en outre le problème des fluctuations importantes de la main-d'œuvre nécessaire pour confectionner un journal, en fonction par exemple de l'actualité. Ce problème, joint à la puissance du syndicat du Livre, a amené les patrons à accepter la création, en 1920, du label syndical, obligeant l'entreprise à n'employer que des ouvriers syndiqués parmi le personnel technique. C'est le syndicat qui contrôle l'embauche et la débauche dans les entreprises ayant ce label, et en particulier dans la presse. Il a ses propres bureaux de placement. Il participe à la codirection, avec les patrons et les cadres, de l'Institut National des Arts Graphiques, chargé de la formation professionnelle. De même, c'est le syndicat des correcteurs CGT qui délivre, sur examen, le brevet permettant d'exercer la profession.

Les ouvriers du Livre, et plus encore ceux de la presse, ont souvent été présentés, depuis le début de l'affaire du *Parisien Libéré*, comme des «privilégiés». Il serait plus juste de dire que leur position particulière leur a permis d'être un peu moins exploités que l'ensemble des travailleurs, grâce à un corporatisme relativement efficace. Et si l'affaire du *Parisien Libéré* prouve quelque chose, c'est les limites de ce corporatisme.

AU PARISIEN LIBÉRÉ LA LUTTE CONTINUE

DEPUIS le début du mois de mars 1975, les travailleurs du Parisien Libéré **des imprimeries de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Ecuries, à Paris, s'opposent au diktat de leur patron, Amaury. Ce dernier, véritable magnat de la presse, P-DG d'un groupe qui, outre le** Parisien Libéré, **comprend** l'Equipe, Marie-France, Carrefour, **etc., avait annoncé à l'époque le licenciement de 400 ouvriers sous prétexte d'un déficit de plusieurs milliards. Comptant probablement l'éponger sur le dos des travailleurs, il supprimait le grand format du** Parisien **et quatre éditions régionales** (Seine-et-Marne Matin, Val-d'Oise, Oise-Matin, Normandie Dimanche) **pour tenter d'ailleurs de les faire reparaître peu de temps après, sous des titres à peine modifiés mais en faisant appel à des imprimeries de province ou de l'étranger aux prix de revient moins élevés.**

Mais Amaury avait compté sans les ouvriers. Il s'est heurté, et se heurte toujours, à la combativité et à la solidarité des travailleurs qui refusent les licenciements et interdisent aux nouvelles éditions régionales de paraître normalement. En effet, chaque fois qu'Amaury entreprit de faire diffuser, y compris sous la protection de la police, ses éditions pirates, il s'est heurté à l'organisation des travailleurs du Livre parisiens et, de la part de la CGT, à la menace d'un mouvement de grève généralisé à l'ensemble de la presse.

Face à cette situation, Amaury s'empresse de pousser les hauts cris, se faisant en parole le champion de la liberté de la presse et des droits démocratiques, lui dont le journal étalait quotidiennent et à longueur de colonnes des propos anti-ouvriers et racistes, lui qui envisage aujourd'hui de priver de leur emploi plusieurs centaines de travailleurs. Que, dans cette situation, FO permette à ses syndiqués de faire tourner avec sa caution l'imprimerie de Chartres, pour rendre service à Amaury, manifeste un anticégétisme militant et que de surcroît, il se fasse l'écho, par la voix de Bergeron, des propos d'Amaury sur la liberté, est lamentable.

Néanmoins, aujourd'hui autant qu'au mois de mars dernier, les travailleurs du Parisien Libéré **apparaissent toujours aussi déterminés à faire plier Amaury et à lui interdire de les jeter sur le trottoir pour remettre ses mauvaises affaires à flot.**

LA DISTRIBUTION DES JOURNAUX CONTROLÉE PAR LE TRUST HACHETTE

LA distribution, c'est-à-dire la répartition et l'acheminement des journaux aux différents points de vente, est réglementée par une loi du 2 avril 1947.

Chaque journal a le droit d'organiser et d'effectuer par ses propres soins sa distribution. C'est ce que font d'ailleurs la plupart des quotidiens régionaux. Il n'y a pas de monopole de la distribution.

La loi oblige par ailleurs toutes les entreprises de diffusion de presse à se constituer en coopératives dont la totalité des parts doit être entre les mains des publications qui utilisent leurs services. Mais ces coopératives peuvent, avec les entreprises commerciales de messageries dont elles utilisent les services, former des sociétés, à condition que dans celles-ci ce soient les coopératives qui aient la majorité des parts.

C'est ainsi que se sont constituées les NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne). C'est la plus grosse entreprise de diffusion de presse, et de loin. Elle diffuse plus de 1.500 titres différents. Son réseau aboutit à 50.000 points de vente. Elle a une situation de quasi-monopole et un journal ou un périodique qui veut être diffusé à l'échelle nationale avec quelque importance doit passer par ses soins. Les NMPP sont contrôlées à 51 % par les coopératives constituées par les publications qu'elles distribuent et... à 49 % par Hachette.

C'est donc Hachette qui contrôle les NMPP. Ses 49 % de parts lui assureraient déjà l'hégémonie face aux cinq coopératives qui détiennent les 51 % restants. Mais de plus, une bonne partie du réseau de distribution est directement aux mains de Hachette, qui loue simplement ses services aux NMPP. Ainsi, vingt agences de distribution contrôlant le quart ou le tiers des points de vente dans les principales villes de province sont directement gérées par Hachette, qui est aussi le seul concessionnaire des postes de vente des journaux dans les gares de la SNCF, les stations du métro parisien, les aéroports.

En 1945, on a voulu démanteler le monopole de fait que Hachette détenait déjà avant-guerre dans la distribution des journaux. C'est cela que visait la loi de 1947. En fait, ce monopole est aujourd'hui reconstitué.

D'ailleurs les profits du trust Hachette, qui on le sait possède de nombreuses maisons d'éditions de livres et de journaux, provenaient en 1971 pour 16 % des recettes NMPP.

Il est vrai que l'existence des NMPP, telles qu'elles sont, permettent en France à n'importe quelle publication d'être diffusée sur le plan national, même celles qui n'ont ni gros tirage, ni gros moyens. C'est ainsi, par exemple, qu'il est certainement plus facile à un hebdomadaire révolutionnaire d'être diffusé à travers tout le pays par les libraires et marchands de journaux en France que dans les pays voisins, où la distribution de la presse est entièrement dans les mains des trusts privés.

Il n'empêche que cette distribution coûte cher. Les NMPP retiennent, par exemple, 41 % du prix de chaque hebdomadaire vendu par leurs soins (20, 23 ou 25 % restent au libraire-dépositaire, qui souvent les partage avec le sous-dépositaire qui est le véritable vendeur). Et à cela s'ajoutent des frais de distribution et des frais, plus lourds encore, sur les exemplaires invendus.

La presse d

UNE AFFAI

DE quoi est faite la presse dite féminine ?

De journaux de deux types. D'une part, de revues de caractère technique : revues de tricot, de couture, de décoration ou de beauté... D'autre part, de revues plus ambitieuses, qui se targuent, comme **Marie-Claire, Elle** ou **Marie-France,** de **« présenter une vision complète de l'univers féminin »** et où l'on trouve en quelque sorte tout dans un : à la fois la rubrique tricot, la rubrique couture et mode, la rubrique beauté, la rubrique cuisine, auxquelles viennent s'ajouter le courrier du cœur, quelques considérations ou conseils sur la santé et l'éducation des enfants et quelques romans d'amour à l'eau-de-rose ou autres romans-photos.

Certes, quelques hebdomadaires ou mensuels, parmi les plus modernes ou les plus avancés politiquement — si l'on ose dire —, vont jusqu'à s'aventurer dans des sujets qui appartiennent au monde des hommes. Un récent numéro de **Elle** consacre, à côté des patrons de shorts d'été très ajourés, plusieurs pages à la vie de l'agent-espion soviétique Léopold Trepper, l'homme de l' « Orchestre Rouge »... pour aborder essentiellement la question sous l'angle : **« Voyons, Mme Trepper, peut-on préférer son combat à son fils ? Quelle idéologie est plus forte que l'amour d'une mère pour son enfant ? ».** Quant à **Heures Claires** de juin 1975 (le mensuel de l'Union des Femmes de France, organisation de femmes du Parti Communiste Français) s'il consacre un éditorial au

le monopole de la bourgeoisie

PETITE HISTOIRE de la GRANDE PRESSE

Si la célèbre *Gazette* de Théophraste Renaudot, ancêtre des journaux, remonte à 1631, elle n'était qu'un hebdomadaire de quatre pages petit format, tirant de 300 à 800 exemplaires. En fait, hormis les périodes révolutionnaires (1789-92, 1848), qui virent l'éclosion de multiples titres, le plus souvent éphémères, jusque dans la deuxième partie du XIX[e] siècle les journaux restèrent un produit rare et cher, ne s'adressant qu'à quelques privilégiés. A une technique de fabrication coûteuse s'ajoutaient, en effet, les taxes payées à l'Etat sous forme de timbre, qui étaient très lourdes : le pouvoir politique, dans tous les pays, craignait de voir se développer une presse populaire d'orientation trop radicale et ne faisait rien pour soulager les charges pesant sur les journaux !

Mais les premiers journaux populaires, à grand tirage et bon marché, furent résolument conformistes : en France, *Le petit journal* dut son succès à ses feuilletons et se vantait d'avoir *« le courage d'être bête »*. Ses éditoriaux distillaient les lieux communs du bon sens populaire. En Angleterre, dès les années 1860, le *Llyod weekly news* atteignait les deux millions d'exemplaires en exploitant à fond un fait divers macabre, l'affaire de Jack l'Eventreur.

La « belle époque » de la presse, en France, fut la période 1871-1914, surtout après le vote d'une loi très libérale, en 1881. Cette période correspondait d'ailleurs à la généralisation de l'éducation et, en particulier, à la généralisation de l'apprentissage de la lecture, qui procurait ainsi un marché aux journaux.

Mais ce libéralisme ne protégeait pas contre l'intervention des puissances d'argent et l'on a pu parler de l' « abominable vénalité de la presse » de cette époque : les plus grands journaux français furent ainsi subventionnés par le gouvernement tsariste, moyennant leur silence sur les aspects repoussants du régime ! La multiplicité des titres ne doit pas non plus faire oublier une concentration bien réelle: s'il y avait soixante quotidiens à Paris, quatre grands assuraient les trois quarts du tirage global.

Après la guerre de 1914, les tirages augmentèrent, surtout dans les pays anglo-saxons. Mais cette croissance fut principalement due à l'exploitation systématique du sensationnel et du « sang à la une ». La France fut le premier pays où un journal — *Le petit journal* — atteignit un peu avant 1900 un tirage d'un million d'exemplaires. Les progrès du tirage de la presse quotidienne furent faibles entre 1920 et 1939. Il passa de 10 à 12 millions, dont 50 % étaient, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, assurés par les quotidiens de province. Le succès d'un de ces quotidiens, *Paris-Soir*, qu'avait racheté Prouvost en 1924, masquait d'ailleurs un sensible recul des autres titres. *Paris-Soir*, prototype du journal illustré, à la recherche du sensationnel, donnant aux informations politiques un ton résolument optimiste, accordant une large place aux résultats sportifs, vit son tirage passer de 134.000 exemplaires en 1933 à 1,8 million en 1934.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le nombre de quotidiens augmenta, provoquant un véritable foisonnement de titres. On en comptait vingt-huit à Paris et cent soixante-quinze en province en 1946. Le tirage global augmenta, passant de 12 à 15 millions. Mais cette situation allait se détériorer au fil des années. Aujourd'hui, il existe onze quotidiens nationaux et une soixantaine de quotidiens régionaux, dont certains ne sont pas véritablement autonomes. Et les tirages globaux atteignent les chiffres de 1939... et de 1900, puisqu'ils avoisinent les 12 millions d'exemplaires par jour sans les atteindre. Cependant le marché de la presse reste encore, malgré la crise qui atteint tel ou tel titre, une excellente affaire pour les capitalistes.

...te "Féminine" :
...RE D'HOMMES... D'AFFAIRES

Vietnam (comme **Clair Foyer** d'ailleurs, mensuel catholique rural), c'est parce que le drame des enfants vietnamiens, c'est encore une histoire à faire pleurer les femmes ! Mais dans l'un comme dans l'autre de ces deux mensuels, à côté de l'éditorial « politique », on trouve la même rubrique-beauté, **« préparez-vous à l'été »,** où les femmes catholiques ou « communistes » apprendront les quelques mouvements de gymnastique qui sauvent, qui permettront de réenfiler sur la plage le maillot de bain deux-pièces sans avoir honte des bourrelets de graisse accumulés cet hiver.

Ainsi, la presse féminine, même celle qui prétend **« présenter l'univers féminin dans sa totalité »,** présente un univers singulièrement étriqué, limité aux deux rubriques « beauté » et « foyer » : il faut que les femmes plaisent aux hommes d'une part, les soignent, les petits comme les grands, d'autre part... Comme l'écrit Benoîte Groult dans son dernier livre, **Ainsi soit-elle : « On se demande ce que peut trouver dans ces journaux une femme qui n'est pas en train de chercher un homme, de vivre avec un homme ou de pleurer le départ d'un homme, tout en s'informant sur les moyens de harponner au plus vite un nouvel homme ».**

Mais pourtant, cette presse-là est achetée et lue. Et à des millions d'exemplaires chaque semaine. La demi-douzaine de mensuels, comme la demi-douzaine d'hebdomadaires dits féminins de **Elle** à **Marie-Claire** en passant par le **Petit écho de la Mode, Bonnes Soirées** ou **Nous deux,** disent vendre de 500.000 à un million d'exemplaires par numéro et toucher plus d'un million de lecteurs quand ce n'est deux ou trois millions. Serait-ce donc que cet univers féminin étriqué qu'il présente est l'univers féminin réel ?

Certainement pas. Si, depuis les années 1945-1955, tant de magazines dits « féminins » ont vu le jour, c'est parce que cela rapporte. Et cela sur deux plans. D'une part, parce que le rêve se vend bien : le rêve du bel amour du roman-photos, comme le rêve de la belle silhouette du mannequin de modes. Et les géants du monde de l'édition de spéculer sur tous ces rêves. D'autre part, parce que s'adresser spécialement aux femmes fait marcher le commerce : ce sont elles qui achètent, ce sont donc elles qu'il faut solliciter.

Cet univers de la presse féminine est fabriqué de toutes pièces par de puissants groupes financiers, dirigés par des hommes parmi les plus réactionnaires : les Del Duca, les Prouvost, les Amaury. Des hommes qui, pour des raisons d'idéologie et de finances — les deux sont d'ailleurs liées — ont tout intérêt à véhiculer les préjugés les plus moyenâgeux, et surtout à les renforcer et les grossir.

Et, de ce fait, la presse féminine est bien plus à l'image de ce que les hommes d'affaires voudraient que soient les femmes qu'à l'image de ce qu'elles sont réellement.

Le rôle du journaliste

Une interview de Ralph Messac journaliste à Europe 1 et ancien président du SNJ

LO : On dit que la crise de la presse vient du coût du papier, de la concurrence de la télé...

Ralph Messac : **C'est une vaste rigolade, c'est une excuse pour ne pas expliquer la faillite de la presse. Quand les gens en sentent le besoin, ils achètent le journal. Bien sûr, on ne marche pas tous les jours sur la lune. Mais si demain on fait des journaux qui expliquent, qui permettent de comprendre, qui permettent de dépasser, il se trouvera des gens pour les acheter.**

— Alors d'où vient la crise de la presse ?

— La presse a été véritablement assassinée par les gens qui en avaient la responsabilité. Les patrons de presse ont transformé ce qu'aurait dû être un journal, un support d'idées et d'informations, en un support de publicité. Ils ont vécu une sorte d'âge d'or : papier bon marché, impôts légers... alors, ils se sont dit, pourquoi se soucier du lecteur qui ne rapporte parfois que 10 % des ressources alors que les publicitaires, eux, nous donnent toutes facilités.

La presse meurt de la faillite de sa mission. C'est une loi capitaliste : quand un produit n'est plus crédible, on finit par s'en désintéresser. Le journal est moribond. Il existe encore par habitude et pour ses menus services : films, pharmaciens de garde, petites annonces. L'horoscope aussi.

Le journaliste s'est fait le complice de cela. Le journaliste professionnel est devenu une sorte de péripatéticien.

— N'est-ce pas facile de s'en prendre aux journalistes ?

— Les journalistes sont fiers de vous montrer leur carte de presse. Alors s'ils sentent l'importance de leur mission, ils ne doivent pas la trahir. Le journaliste doit travailler pour que les gens soient éclairés. Il doit prendre parti.

Celui qui accepte de ne pas dire certaines choses trahit son devoir d'informateur. Celui qui dit : « Il y a un point de vue objectif, nous n'attaquerons pas, nous ne conclurons pas, concluez vous-mêmes », **c'est un présentateur, un montreur d'ours, un histrion, mais pas un journaliste.**

— Et pourtant... Comment expliquer cela ?

— Le journaliste est un salarié. C'est une bonne chose du point de vue social, pour la retraite, en cas d'accident. Mais comme l'a bien dit M. Siegel en 1968 : « Qui paye commande ».

Celui qui ne s'exécute pas, on ne le paye plus. Dans un autre journal, on lui dira la même chose. Quand il aura fait le tour, il ne lui restera plus qu'à changer de métier. Le journaliste tombé sous la subordination de son patron ne peut plus que représenter son patron. Et comme son patron représente des intérêts d'argent... Il n'y a pas de journaliste libre.

La publicité fait des ravages. Et personne ne réagit. Parce que c'est elle qui finance la presse. Le journaliste professionnel ne vit que de la publicité. Il est pris entre le marteau et l'enclume.

les travailleurs en lutte

A l'hôpital psychiatrique de Saint-Jean-de-Bonnefonds

EN LUTTE

" On arrête tout, on réfléchit "

Vendredi dernier, le 20 juin dans l'après-midi, une cinquantaine de flics sont intervenus à l'hôpital Saint - Jean - de - Bonnefonds (près de Saint-Etienne) sous le prétexte que le directeur et un officier de police des Renseignements Généraux étaient séquestrés par le personnel.

C'était faux, mais la police en a profité pour embarquer plus de quarante grévistes et une malade, les flics prétendant qu'elle n'avait qu'à ne pas se trouver là et qu'un choc supplémentaire pouvait lui être salutaire. Il ne restait plus que 21 hospitaliers sur place alors que 45 agents sont nécessaires pour assurer la sécurité minimum. Les interrogatoires ont duré pour certains jusqu'à 23 heures le vendredi.

Le 3 juin dernier, la grève s'est déclenchée parce qu'un infirmier s'est retrouvé un jour tout seul dans un pavillon pour 25 malades. Les revendications : 250 F pour tous, paiement des 13 heures supplémentaires, paiement des heures de grève, augmentation des effectifs, amélioration des conditions de travail, suppression de la notation, respect des libertés syndicales, titularisation des auxiliaires, etc. Ce sont les directions syndicales CGT et CFDT, le syndicat des psychiatres et un comité de grève groupant des syndiqués et des non-syndiqués qui dirigent la lutte. Jusqu'à présent, le personnel organise la grève des entrées et la grève administrative. Un piquet de grève contrôle les allées et venues. « On arrête tout, on réfléchit », tel est le mot d'ordre de la banderole à l'entrée de l'hôpital.

Centre Hospitalier de Belfort :

LA TRADITION A BON DOS !

Lors de son voyage à Montbéliard, quand on a posé la question à madame Veil : « Pourquoi les élèves-infirmières *(diplôme d'Etat)* ne sont-elles pas payées, alors que les élèves de psychiatrie le sont *(1.500 F par mois)* ? », *madame Veil a répondu qu'il s'agissait d'une tradition... Quand on dit que nos ministres sont conservateurs !*

Centre Hospitalier de Belfort :

Les élèves-infirmières

FONT LA GRÈVE !

Lundi matin, 23 juin, les élèves-infirmières de première année ont décidé de faire la grève des stages dans les services. Elles ne veulent plus travailler sans être payées. Elles réclament le paiement des stages à temps plein (un mois de travail par an où peuvent être inclues huit nuits de dix heures) :

— 1.300 F pour les élèves de première année ;

— 1.700 F pour les élèves de deuxième année.

C'est ce qu'elles avaient obtenu l'année dernière après avoir fait la grève. La direction propose pour cette année 680 F pour les première année et 1.300 F pour les deuxième année. Cela ne fait pas le compte !

Les élèves sont allées s'expliquer avec le personnel de l'hôpital. Elles ont convoqué une conférence de presse et se sont adressées au public.

Correspondant L.O.

HOPITAUX DE NANCY

En grève

Depuis longtemps le mécontentement s'accumulait dans les hôpitaux du CHR de Nancy à cause du manque criant d'effectifs. Mais on entre dans la période des vacances et ce problème devient crucial.

D'autre part, le ministère a refusé d'étendre à tout le personnel la prime de 250 F qu'il a accordée aux infirmières pour les inciter à ne pas démissionner.

Aussi, lundi 23, des assemblées générales à l'hôpital central et au CHU de Brabois ont voté la grève.

Elle est effective dans certains services comme la buanderie et la radio. Dans nombre de services soignants, où il est impossible, ne serait-ce que pour une partie du personnel, de cesser le travail à cause des malades, parce que nous sommes déjà trop peu nombreux, nous ne faisons payer ni les analyses ni les consultations et nous essayons, tant bien que mal, de participer aux assemblées et de nous tenir au courant.

Un comité de grève a été créé et la commission «popularisation» a distribué un tract pour les visiteurs et a fait signer une pétition par les malades. En plus, certains malades nous ont adressé spontanément des lettres de soutien parfois très émouvantes.

L'ambiance est chaleureuse aux assemblées générales, mais aussi à la cantine où nous refusons de payer.

C'est la première grève dans les hôpitaux de Nancy depuis 1968 et nous pouvons enfin dire ce que nous avons sur le cœur.

Correspondant L.O.

CEGEDUR-ISSOIRE

La lutte a payé

La cinquième semaine de grève a été déterminante. Parce que les grévistes ont tenu bon, malgré les manœuvres et les tentatives d'intimidation de la direction d'Issoire, le patron a dû céder. C'est la direction générale de Paris qui a mené les pourparlers et nous avons obtenu :

— 800 F de paiement des heures de grève ;

— Une augmentation au 1er avril de 180 F pour les hauts salaires et 240 F pour les plus bas ;

— La garantie qu'il n'y aura pas de sanctions pour fait de grève et le retrait de la plainte déposée contre les six délégués.

Ces résultats ont été ressentis à juste titre comme une victoire et la reprise du travail a été votée par 600 voix contre 168.

Le moral est bon.

LE CRÉDIT LYONNAIS

Rillieux (Rhône)

En effervescence

Ça bouge au centre administratif régional du Crédit Lyonnais (800 personnes), situé à Rillieux, dans la banlieue de Lyon. Le lundi 16 juin, le personnel du « Traitement Chèques » s'est mis en grève. Au départ, il y avait les douze employés du « Module Trieuse » qui veulent tout de suite ce que la direction leur promet pour octobre: passer à 375 points et obtenir « 20 points de fonction » au titre du travail très qualifié qu'ils effectuent.

Ils ont été aussitôt rejoints par leurs camarades de deux services voisins qui réclament aussi d'être classés à un coefficient supérieur.

Les employés de l'équipe volante que la direction prétendait utiliser comme briseurs de grève ont fait grève pendant 24 heures en solidarité.

Tant et si bien qu'on s'est mis à discuter de cette grève un peu partout dans les services, et que le jeudi 19 à une assemblée générale convoquée par les syndicats, nous nous sommes retrouvés à plus de deux cents ; l'assemblée se terminant par une manifestation à travers le centre.

Depuis, on discute, on se réunit sur le temps de repas pour définir ce que nous voulons exactement mettre en avant comme revendications : des points supplémentaires, des changements de coefficients, cela se ramène partout à des augmentations de salaires.

Correspondant L.O.

Mercredi 18 juin

SAUPIQUET - Ile d'Yeu : 300 habitants de l'île d'Yeu ont manifesté à Nantes pour protester contre la fermeture de l'usine de conserverie Saupiquet qui occupe 152 personnes. Les pêcheurs de l'île avaient déjà procédé à un blocus de l'île.

ETS DREYFUS - Barbières (Drôme) : les ouvriers licenciés ont occupé pendant 36 heures la mairie.

SERRURERIE STREMLER - Sailly-Flibeaucourt (Somme) : les travailleurs ont barré la nationale et décidé d'occuper l'usine pour protester contre les 53 licenciements annoncés et la fermeture possible de l'usine.

ALPYR - Vienne : la grève avec occupation, commencée le 28 mai par les 82 salariés de l'usine, se poursuit. Les ouvriers n'ont pas été payés depuis le 31 mars et réclament la remise en route de l'entreprise qui fabrique des vêtements de sports.

ENTREPRISE D'EMBALLAGE MUSSY - Thaon-les-Vosges : les 370 salariés ont décidé la grève avec occupation pour protester contre le licenciement de 143 d'entre eux.

ENTREPRISE DE CONSTRUCTION GANAYE - Nancy : les 300 salariés en grève avec occupation pour protester contre la fermeture de l'usine ont organisé ce jour, avec leurs femmes et enfants, une manifestation silencieuse dans les rues de Nancy.

Jeudi 19 juin

FRANCE-GLACE - Orsay : les ouvriers de cette fabrique de glaces alimentaires dépendant du groupe Gervais-Findus sont en grève depuis cinq jours pour obtenir un salaire minimum d'embauche à 2.100 F et une diminution des horaires qui peuvent aller jusqu'à 55 et même 60 heures par semaine. A la suite de l'intervention de « commandos » d'intérimaires qui ont tenté de s'assurer le contrôle des camions, les grévistes ont décidé d'occuper l'usine.

POUDRERIE DE PONT-DE-BUIS (Finistère) : la majorité du personnel se met en grève pour obtenir une revalorisation des salaires et de respect du droit syndical.

Vendredi 20 juin

PENNAROYA - Mines de Largentière (Ardèche) : une trentaine de femmes de mineurs (en grève depuis cinq semaines pour 200 F d'augmentation) occupent ce matin le siège de la société à Paris.

Samedi 21 juin

INTRAFOUR - Grenoble : en grève depuis le 6 mai pour protester contre la menace de licenciements qui pèsent sur 193 travailleurs des trois usines de Seyssinet, Fontaine et Grenoble, les grévistes ont occupé un carrefour routier près de Grenoble.

MAGASINS REUNIS DE L'ETOILE - Paris : le personnel des services de réception de manutention et de livraison se mettent en grève pour obtenir une augmentation de 350 F uniformes par mois.

Lundi 23 juin

LEPEE - Sainte - Suzanne (Doubs) : les travailleurs ont repris le travail ce matin. Ils occupaient l'entreprise depuis le 25 mai.

STE EGO - Saulny (Moselle) : les 150 ouvriers se sont mis en grève pour réclamer une revalorisation de leurs salaires et le versement d'une prime semestrielle de 700 F.

GENERAL MOTORS - Strasbourg : les 850 salariés se sont mis en grève à la suite du licenciement d'un ouvrier. La direction étant revenue sur le licenciement, les grévistes continuent la lutte pour obtenir une augmentation de 200 F.

ACIERIES DE PARIS SEINE : depuis le 12 juin, les travailleurs occupent l'entreprise pour obtenir des augmentations de salaires, l'échelle mobile, l'amélioration des conditions de travail et le paiement des heures de grève.

Mardi 24 juin

GEMMER-FRANCE - Ramonchamp (Vosges) : les 230 salariés de cette entreprise d'accessoires auto, en grève depuis le 2 juin, ont rejeté l'accord que la CGT avait signé la veille avec la direction.

LA CELLULOSE DE STRASBOURG : les 352 ouvriers sont en grève depuis une semaine pour une augmentation de 10 % et la réduction du temps de travail.

Creusot-Loire

(Saint-Chamond)

Comment rompre les barrières... sociales

MONSIEUR Durand, le sous-directeur de Creusot-Loire Saint-Chamond, n'a pas peur de se faire ridiculiser. Lundi 16 juin, au cours d'un débrayage, ne voilà-t-il pas qu'il essaye de barrer le chemin aux travailleurs qui voulaient monter dans les bureaux de la direction.

Que croyez-vous qu'il arriva ? La rampe de l'escalier n'a pas tenu le choc (il faut dire que nos camarades étaient 500) et le sous-directeur s'est retrouvé avec une trentaine de travailleurs précipités pêle-mêle 1,50 m plus bas.

Suite à cet incident, M. Durand a décidé de porter plainte et de mettre des sanctions individuelles : huit travailleurs ont été mis à pied lundi 23 et mardi 24 juin, mais ceux-ci ont décidé de refuser les sanctions et ils sont venus travailler. L'ensemble du personnel a par ailleurs fait un débrayage ces deux jours-là et a voté la continuation de l'action.

livres

HISTOIRE DU phénomène STALINIEN de Jean Elleinstein

Il y a vingt ans, l'auteur d'un tel livre aurait été expulsé dans l'heure du Parti Communiste Français, condamné comme traître, renégat, « hitléro-trotskyste ». Il y a dix ans même, il eût été encore impensable qu'Elleinstein publie son ouvrage tout en restant dans les rangs du parti de Marchais. Aujourd'hui, tout au plus, l'Humanité ouvre ses colonnes à quelques historiens qui viennent gravement et hypocritement discuter, sur le mode universitaire, des thèses d'Elleinstein.

Les temps changent, dira-t-on, même au Parti Communiste Français. Et pourtant le mérite d'Elleinstein est mince. Il consiste simplement à ne pas nier les faits. C'est la moindre des choses pour un historien. Cela paraît extraordinaire pour un historien — si l'on ose dire — stalinien.

Car, au niveau des faits, Elleinstein n'apporte rien qui ne soit déjà connu et archiconnu par tous ceux qui ont honnêtement étudié l'histoire de l'URSS.

Elleinstein souligne l'importance du rôle de Trotsky, de Boukharine ou d'autres dirigeants bolchéviques assassinés par Staline, sans les calomnier. Il rappelle les innombrables crimes de Staline. Il discute même un certain nombre de faits controversés, comme l'hypothèse que Staline lui-même aurait pu être assassiné par les autres dirigeants soviétiques.

Cela dit, son mérite s'arrête là : à ne pas nier ou à ne pas cacher les faits. Car, d'explication du phénomène stalinien, il n'y en a pas. Ou plutôt, la seule qu'avance l'auteur, c'est que le stalinisme est le produit des conditions spécifiques de l'URSS. C'est une vérité d'ordre général, pas une explication pour quelqu'un qui se veut communiste et marxiste.

Quelle couche sociale a représenté Staline, sur qui a-t-il pu s'appuyer, qui a permis son régime démentiel ? La question n'est pas vraiment posée.

Cela lui permet de ne pas y répondre. Et de ne pas poser la question de savoir si cette couche sociale — la bureaucratie — existe toujours, de quels privilèges elle bénéficie aujourd'hui même, en quoi elle domine et opprime encore les ouvriers et les paysans russes.

Cela lui permet d'affirmer que le stalinisme, pardon, le phénomène stalinien, est pratiquement fini et n'existe plus. Les asiles psychiatriques ? L'importance de la police politique ? La suppression de toute liberté politique ? L'invasion de la Tchécoslovaquie ? Cela existe, bien sûr. C'est même regrettable. Mais ce sont des bagatelles, quelques survivances de la période précédente.

Cela lui permet surtout d'expliquer que le Parti Communiste Français n'a jamais été au fond que très superficiellement stalinien, que sa politique fondamentale n'a jamais été stalinienne. Puisque le stalinisme est un phénomène spéficiquement russe, voyons !

Et c'est là que Elleinstein rejoint parfaitement la direction actuelle du Parti Communiste Français. En ce moment même, dans le cadre de la querelle avec le Parti Socialiste, les dirigeants du PCF répètent que leur parti n'est pas stalinien, ne l'a jamais vraiment été, qu'il a su faire la critique des erreurs de Staline. Marchais vient encore de le dire dans un discours retentissant, il y a quelques jours, discours qui a été reproduit en tract à des centaines de milliers d'exemplaires.

A l'usage d'un certain public, universitaire et intellectuel, le livre d'Elleinstein vient à point pour servir de caution aux affirmations de Marchais. L'entreprise d'Elleinstein n'a donc pas autant d'audace que certains l'ont laissé entendre. Et s'il fait grincer des dents à un certain nombre de vieux staliniens, qui ont du mal à s'adapter aux besoins de la propagande actuelle du PCF, il est finalement bien dans la ligne... celle de l'Union de la gauche, et de la recherche d'une « voie spécifiquement française vers le socialisme ».

A propos, monsieur Elleinstein, le fait d'écrire (et de réécrire) l'histoire en fonction des besoins de la politique du moment, n'est-ce pas un trait du « phénomène stalinien » ? Pas si mort que cela, alors ?

Jacques MORAND.

Histoire du phénomène stalinien, de Jean Elleinstein - Ed. Grasset - 34 F.

LES COUSINS DE LA « CONSTANCE » de Paul Guimard

(Ph. Fotolib)

DEVENIR son propre maître à bord, telle est l'ambition de Jean, marin-pêcheur de Concarneau. Il enthousiasme pour son projet d'achat d'un bateau son père et son cousin Yves. Il les entraîne à vaincre les réticences de leurs femmes tandis que le petit chalutier la « Constance » incarne soudain les espoirs d'une vie meilleure pour eux, de nouvelles inquiétudes et de nouveaux dangers pour leurs femmes. Ce que nous raconte ici Paul Guimard est une histoire simple, celle de la vie quotidienne, difficile et rude des pêcheurs, vie qui se déroule au rythme des marées pour les hommes, à celui de l'attente inquiète des messages radio pour les femmes restées seules à terre. **« Ce récit doit bien peu à l'imagination »** dit Guimard. **« Il s'agit de situations connues ou vécues et de mots maintes fois entendus sur les quais de Concarneau, dans les maisons de Nevez ou de Pont-Aven, dans les postes d'équipage des chalutiers en pêche sur les bancs de la mer d'Irlande. »** Ce livre en effet nous touche par son accent simple et vrai. Il nous fait participer aux émotions qui traversent si souvent l'aventure quotidienne qu'est la vie de ces hommes et de ces femmes, de ces dernières en particulier sur lesquelles pèsent la responsabilité et les soucis du foyer et des enfants pendant les longues absences des maris.

Destiné à la télévision où il a fait récemment l'objet d'un feuilleton, le récit est, en fait, un scénario. Il adopte un langage parlé, se compose comme un dialogue, tandis que les situations et les personnages sont campés en quelques phrases brèves et précises.

Sans doute, à cause de cette technique, manque-t-il à la lecture un peu de nuances et les situations paraissent-elles par moment quelque peu mélodramatiques.

Mais ce roman, qui n'en est donc pas un au sens habituel du terme, dépourvu de fioritures, de superflu, sait nous faire connaître et comprendre la vie laborieuse des marins-pêcheurs et de leurs familles.

Lucienne PLAIN.

Les cousins de la « Constance », **de Paul Guimard - Ed. Denoël - 14 F.**

FEUILLETON — LE DERNIER CIVIL

ERNST GLAESER

copyright : éditions bernard grasset

résumé

On est en Allemagne du Sud, dans la petite ville de Siebenwasser. Le parti nazi regroupe tous les aigris et les ambitieux. Jean-Gaspard Bäuerle, fortune faite aux USA, est rentré avec sa fille Irène dans sa patrie où il a acheté le domaine de Roche-Blanche.

Mais la montée du nazisme est de plus en plus inquiétante. Hans, le jeune stagiaire qu'aime Irène, a pris ses distances vis-à-vis des nazis.

« Que fait donc la petite ? »

« Qui veux-tu dire ? » demande Hans.

« Eh bien, comment s'appelle-t-elle déjà ?... Irène. »

« Irène va avoir un enfant. »

« Hein ? » Schickedanz oublie de refermer la bouche. Ses grandes dents jaunes s'ouvrent sur un gouffre noir. Finalement il parvient à dire : « Non ! », sur quoi il avale précipitamment son plein verre de vin.

« Tu en sais assez sur moi maintenant ? » sourit Hans.

« Tu crois sans doute que je suis un espion ? » Schickedanz abat son poing sur la table. « Sais-tu ce que je suis ? » crie-t-il soudain, « un pauvre type, oui... un pauvre misérable cochon ».

Il regarde par terre et tient sa tête dans ses mains. Ses épaules se secouent. Derrière la colline, le soleil sombre. Et la neige sur les champs devient grise comme du plomb.

« Ah ! Schickedanz », dit Hans doucement, « je sais bien que tu n'es pas un espion, tu es seulement un homme faible, un homme... exactement comme moi... comme presque tous ».

Schichkedanz relève la tête. Ses cheveux pendent sur son front. « Tu ne sais rien du tout », répondit-il, « notre cochonnerie est beaucoup trop grande ! »

Le crépuscule était tombé lorsqu'ils sortirent dans la cour et visitèrent les étables. Hans montra le bétail à Schickedanz. Ils aidèrent les valets à distribuer le fourrage. Puis ils allèrent à la literie, à la salle des machines, à la batteuse mécanique. Schickedanz ne pouvait en voir assez. Ils visitèrent tout. Ils montèrent dans les greniers où était le blé, et ils firent couler les grains secs à travers leurs doigts. Ils passèrent dans les caves, se versèrent du vin et mangèrent du fromage avec, et à la fin, Hans conduisit Schickedanz devant le berceau. « Et tu as peint tout ça ? »

Hans fit oui.

« Le ciel, là-bas, et la mer, et l'arbre et les enfants, et là le vignoble avec le Bon Dieu qui se réjouit ? »

« J'ai su faire tout ça d'un coup », dit Hans.

Alors Schickedanz se jeta à son cou. « Tu es un homme heureux » cria-t-il. « Tu as bien raison ne de plus t'en occuper. »

Hans prit le berceau. « Tu viens avec moi ? demanda-t-il, « je vais le porter dans ma chambre ? »

Ils montèrent. Hans ouvrit l'armoire et posa le berceau sur le sol. Puis il le recouvrit avec deux de ses chemises.

Pour sortir ces chemises, Hans avait posé la cassette sur la table. « Qu'as-tu là-dedans ? » demanda Schickedanz.

« Oh ! de vieilles lettres, quelques-unes de Gerhart, et une image de mon père. »Il ouvrit la cassette. Il prit l'image de son père.

« Quel âge avait-il, lorsqu'il a été tué ? » demanda Schickedanz.

« Trente-huit ans. » Le capitaine Diefenbach regardait son enfant. Hans ferma la cassette. « Dans quatre jours, Irène revient », dit-il.

Schickedanz était tout à coup devenu très bavard.

Hans avait cherché du vin et du pain. Ils étaient assis à la table, buvant et mangeant. Le petit fourneau ronronnait et dehors la nuit descendait.

« Si Jürgen savait cela » cria Schickedanz, « il sortirait de sa tombe. Maintenant ils sont assis à Berlin et

cinéma

C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE

de Christian GION

C'EST la publicité, plus exactement une certaine forme de la publicité, qui est attaquée dans ce film. L'auteur a lui-même fait des films publicitaires : il sait sans doute de quoi il parle. Visiblement, il se venge.

La cible, c'est la grosse entreprise capitaliste nommée Publistella, qui fait songer à Publicis, et son patron Tardel, interprété par Bernard Blier. Pour attaquer, Christian Gion a choisi l'arme efficace de l'humour : pas d'ennuyeux discours, mais du comique, des gags qui nous font rire, mais qui symbolisent aussi à merveille la grosse industrie de la tromperie qu'est l'entreprise de publicité.

Tardel-Bernard Blier se vante de pouvoir vendre n'importe quoi à n'importe qui, à coups de millions et à l'aide d'un minimum d'idées.

Mais l'auteur n'est pas pour autant publiphobe. Il ne condamne pas toute publicité. Son héros, Dan Letellier, remarquablement interprété par Francis Perrin, est jeune, dynamique, bourré d'idées, culotté, et... honnête : il fait de la publicité « propre ». Il refuse, lui, de faire vendre un produit douteux. Il refuse de partager le marché (partager les poires, dit Tardel) avec son concurrent.

Le miracle, c'est qu'il réussisse à percer à partir de rien...

L'utopie, c'est de rêver dans notre société à une publicité débarrassée des impératifs commerciaux, qui ne serait pas soumise à la loi du profit. Car après tout, qui paye et pour quoi faire ? Les patrons, pour vendre leur produits et non pour informer objectivement le consommateur.

Cela dit, le film mérite d'être vu : ce n'est pas tous les jours qu'on peut rire aux dépens de ceux qui nous matraquent à longueur de journée sur les antennes ou ailleurs.

A.V.

France-Elysées (8°) - Maxéville (9°) - Quintette (5°) - Fauvette (13°) - St-Lazare-Pasquier (8°) - Nations (12°) - Murat (16°).

à voir

FRANKENSTEIN JUNIOR
de Mel Brooks

Un pastiche du film d'horreur. Monstrueusement drôle.

Templiers - Quintette (5°) - Marignan (8°) - Saint-Lazare-Pasquier (8°) - Saint-Ambroise (11°) - Montparnasse-Pathé 74 (14°) - PLM Saint-Jacques (14°) - Trois-Murat (16°).

KAFR KASSEM
de Borhan Alaouyié

L'histoire d'un massacre perpétré de sang-froid par l'armée israélienne contre ce village arabe en 1956.

A 14 heures, 16 heures et 20 heures - 14-Juillet (11°).

QUE LA FETE COMMENCE
de Bertrand Tavernier

La décadence de la société française sous la Régence.

Templiers (3°) - Sèvres Duroc (7°) - Les Cinoches-Saint-Germain (5°) - Saint-Lazare-Pasquier (8°) - 14-Juillet (11°).

LE SHERIF EST EN PRISON
de M. Brooks

Un irrésistible pastiche de western.

Studio-Galande (5°) - Elysées-Point-Show (8°).

SOLDAT BLEU
de R. Nelson

Les crimes de l'armée fédérale américaine contre les Indiens aux Etats-Unis au XIX° siècle.

Paramount - Opéra (9°).

R.A.S.
de Yves Boisset

La sale guerre coloniale vue du côté du contingent.

Club (9°) - Cinex (10°).

SECTION SPECIALE
de Costa-Gavras

Trois otages condamnés et exécutés par un tribunal d'exception, en France en 1941.

Studio-Rivoli (4°) - Saint-Germain Village (5°) - Les Ternes (17°).

A REVOIR

Dans la période d'été qui s'ouvre, un certain nombre de films anciens sont à nouveau projetés sur les écrans parisiens. Nous signalons ci-dessous les reprises les plus intéressantes.

CERTAINS L'AIMENT CHAUD : Dragon (6°) - Elysées-Lincoln (8°) - Saint-Lazare-Pasquier (8°) - PLM Saint-Jacques (14°).
LE DICTATEUR : Dominique (7°).
DROLE DE DRAME : Studio de la Harpe (5°).
ELLE COURT ELLE COURT LA BANLIEUE : Météor (19°).
HAROLD ET MAUD : Luxembourg (6°).
IF : La Clef (5°).
JULES ET JIM : Pagode (7°).
MORGAN : Saint-André-des-Arts (5°).

CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIR

de Howard HAWKS

Ce classique de la comédie américaine, avec Cary Grant et Marilyn Monroe, sort à nouveau en exclusivité sur les écrans parisiens.

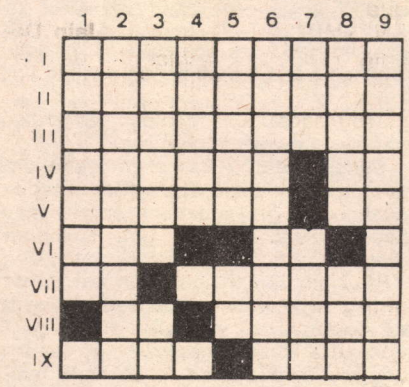
Un éminent savant est à la recherche de la fameuse potion qui permettrait de rajeunir. C'est finalement un des singes de son laboratoire qui la découvre. Le savant et sa femme l'expérimentent... mais l'accumulation de leurs mésaventures les dégoûtera à tout jamais de vouloir rajeunir.

Une série de très bons gags. Et, malgré quelques longueurs, le film est un agréable divertissement.

D.C.

Action-Christine (6°) - Action - Lafayette (9°).

mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Il ne faut pas se fier à ses pleurs. — II. S'attaquent aux racines. — III. Façon de regretter. — IV. N'a pas le bec fin - Personnel. — V. Mit les rênes - Fin d'infinitif. — VI. Dans des restes - En fait. — VII. D'un auxiliaire - Pour mettre sur la bonne voie. — VIII. Chante dans les prés - C'est à qui montera le plus longtemps. — IX. Pétillant - Il est à belle enseigne.

VERTICALEMENT. — 1. L'activité le fait cracher. — 7. Grâce à eux, il y a de la fumée sans feu. — 3. Mauvaises, on les chasse - Note. — 4. Avec elle, les hommes sont des cochons. — 5. Ne manque pas de sel - Epelé : cherchèrent. — 6. Envoie au diable. — 7. Belle en Bretagne - Manque de sel. — 9. Elle ne se presse pas - De la terre. — 10. Ce qu'il pond, c'est pour les riches.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	O	L	I	T	A	I	R	E	S
II	A	P	I	C	U	L	T	U	R	E
III	U	E	L	E	■	U	R	S	S	■
IV	V	■	L	L	A	N	O	S	■	L
V	A	B	E	L	■	I	S	E	R	E
VI	G	O	■	E	M	S	■	L	■	O
VII	I	B	O	S	■	S	O	L	E	N
VIII	N	I	L	■	V	A	L	■	D	■
IX	E	N	A	■	A	G	I	T	E	E
X	S	E	V	E	R	E	M	E	N	T

FEUILLETON

ils négocient avec la réaction et l'industrie lourde. Ah ! Hans, ça sera une grande duperie, nous serons tous refaits. Lorsqu'ils auront tous leur poste, alors, adieu pauvre âme. Et Kalahne, je te le dis, il finira ministre. Sais-tu ce qu'il sait faire ? Ne pas dire la vérité sans pourtant mentir ! »

Schikedanz remua la tête. « Vois-tu », dit-il, « c'est comme ça : si j'ai là un bout de bois et que je l'éclaire en vert, je peux dire qu'il est vert. Mais si de l'autre côté je jette dessus une lumière bleue, alors il est bleu. Mais en réalité il est gris. Et voilà ce qui va arriver avec l'Allemagne. Exactement. »

Hans sourit. Il remarquait que Schickedanz était ivre. Et il sentait que Schickedanz avait besoin de parler. n'importe comment, sans prudence, sans discipline. C'est sans doute pour ça qu'il est venu chez moi ? Pour ça..

« Fous le camp ! » hurla soudain Schickedanz, « fous le camp de ce pays ! Bäuerle a des fabriques en Amérique. Que veux-tu faire ici ? Pour commencer, ils nous mettront un peu de socialisme sous le nez, pour la jeunesse, tu sais, pour qu'on se lève... Mais à la fin ce sera quand même le vieil adjudant qui nous donnera de nouveau des coups de pied dans le cul ! Et si Jürgen sort de sa tombe dans deux ans, je te le dis, je te donne par écrit : au même moment, il y retournera sans se faire prier. »

Schikedanz buvait. Et sans mesure. Ses yeux devenaient fixes et rougeâtres. Son visage était livide.

« Je ne dis plus rien du tout », marmonna-t-il, « je ne fais plus que boire... et ensuite je mourrai... »

Hans sortit pour chercher du café. Quand il revint, Schickedanz, la tête sur la table, dormait. Hans le secoua. Schickedanz leva les yeux.

« As-tu pleuré ? » demanda Hans.

Schickedanz regarda la tasse d'un air hébété. « Ça me prend parfois, quand je dors... tu sais, toute cette misère. »

Il vida sa tasse à petites gorgées.

« Quelle heure est-il donc ? »

« Cinq heures vingt. »

Schickedanz se leva. « Je dois m'en aller, service de nuit. » Hans l'aida à mettre son manteau. Il lui faisait pitié, Schickedanz, parce qu'il était si triste.

Dans la porte, Schickedanz s'arrêta.

« Dis », dit-il, « est-ce que je puis voir encore une fois le berceau ? »

Hans sortit le berceau. Il le posa sur la table.

Longtemps Schickedanz regarda les arbres, les enfants, le fleuve, les vignes, et le bon Dieu qui riait. Puis il avança plus près. Il leva la main. Du petit doigt il commença à faire osciller le berceau.

« Il a de la chance, celui qui va entrer là-dedans », dit-il lorsqu'il s'en alla, « il peut recommencer par le début ».

Trois heures plus tard, le rédacteur Faulstroh, du journal social-démocrate **Le Droit du Peuple,** pouvait enfin prouver combien les relations latérales qu'il entretenait avec des fractions mécontentes de la S.A. étaient utiles. Devant les yeux de ses collègues étonnés, il jeta une liasse de lettres sur la table. « Voilà ! » cria-t-il, « maintenant ces gaillards-là sont jugés, du moins moralement ».

Hans est descendu à Siebenwasser dans la matinée. Il est assis à l'Ours Bleu et attend le déjeuner. A 12 h 30, il partira pour Heidelberg. Bäuerle a téléphoné qu'il devait apporter une couverture, des fourrures et une chancelière pour Irène. Hans est content. Demain il sera à côté d'Irène dans l'auto et lui racontera, il parlera de Roche-Blanche et du berceau qu'il a construit.

Hans relève la tête. Derrière la fenêtre un jour gris pèse. La pluie tombe. Le dégel est venu et la neige glisse du toit en paquets mouillés. Il sonne onze heures. Chaque fois que Hans entend sonner l'horloge de Saint-André, il sent un grand calme en lui. Cette fois-là où le télégramme était arrivé et où Mère s'était écroulée dans la cusine, et que Hans avait compris : mon père est mort, cette fois-là aussi cette cloche avait soudain sonné. Grave et lourd, le son avait passé sur les toits et, à côté de sa mère évanouie, l'enfant s'était courbé sous cette vague grondante. Elle avait sonné à toutes les étapes de sa vie. Et aujourd'hui, elle est tout près de lui. Là-bas, sur la place, se dresse le clocher qui la contient. Et lorsqu'il regarde en haut, Hans voit le battant lourd osciller.

La cloche se tait. De la ville inférieure montent des chants et de la musique. Cela se rapproche en rythmes fermes et durs. Les vieilles chansons, portées par des centaines de voix, s'élèvent entre les maisons. Sur la rue des gens s'assemblent. Là, devant la fenêtre, n'est-ce pas Henri Jockel et sa femme la Nanette ? Ils portent de petits drapeaux de papier à croix gammée, et beaucoup de ceux qui sont autour d'eux portent aussi ces petits fanions, et ils rient. Hans détourne les yeux. Il est seul dans le restaurant froid et humide, la musique se rapproche de plus en plus, oh ! il connaît cette marche — elle est pour le drapeau, le drapeau. Et tout à

télévision

LA RÉSISTANCE aux Dossiers de l'écran

LE débat des Dossiers de l'écran sur la Résistance, qui faisait suite à la projection du film L'armée des ombres, **de J.-P. Melville, n'a guère fait qu'effleurer les problèmes politiques soulevés par la période de la Résistance. La télévision avait pour la circonstance réuni M. Dewawrin, plus connu sous le nom de colonel Passy (responsable des services secrets de la France Libre à Londres), Christian Pineau pour le mouvement Libération Nord, Henri Frenay pour** Combat, **J.-P. Lévy (fondateur du réseau « Franc-Tireur » en zone sud) et enfin Pierre Villon, du PCF, dirigeant du « Front National », membre du Conseil National de la Résistance.**

Ces messieurs ont évoqué leurs souvenirs avec la plus grande courtoisie. Il y eut tout au plus quelques coups de patte à l'intention du PCF, pour la période précédant l'entrée en guerre de l'URSS aux côtés des Alliés.

Le colonel Passy a cependant donné une description intéressante de la façon dont De Gaulle entreprit de rassembler sur son nom les divers réseaux et foyers de résistance pour se donner une crédibilité aux yeux des Anglo-Américains dans sa rivalité avec le général Giraud. Les « chefs historiques », comme la télévision les avait baptisés, se hâtèrent d'expliquer qu'ils n'étaient tout de même pas aux ordres du général et qu'ils gardaient leur liberté politique, mais tous rappelèrent, et avec force, que le problème de l'heure, c'était la lutte militaire contre les Allemands. Y compris Villon qui, au nom du PC, s'est tout au plus plaint de la discrimination dont ses organismes de résistance étaient victimes de la part de Londres dans les envois d'armes, d'argent et de matériel. Il a bien insinué que c'était peut-être dû à la crainte des Alliés devant d'éventuels mouvements sociaux, mais pour se défendre aussitôt de la moindre intention de révolution sociale.

En somme, il regrette seulement que l'Union Sacrée n'ait pas été assez sacrée pour les « alliés » bourgeois du PCF.

Du coup, la seule controverse, esquissée, a porté sur les méthodes de lutte contre l'occupant, ce qui rappelle bien que c'était là le seul point qui opposait le PC aux autres courants de la Résistance et que, sur le fond et les objectifs politiques, rien ne séparait gaullistes et PCF.

Christiane LE GUERN.

Groupe de résistants, en 1943, en Corse. (Viollet)

Sélection de la semaine

Dimanche 29 juin

TF1 - 13 h 20 - **Le petit rapporteur :** la dernière émission de la saison. Pour cette émission, Jacques Martin a obtenu une heure d'antenne.

TF1 - 20 h 35 - Film : **Les 400 coups,** de François Truffaut : un jeune garçon en révolte contre la société et à la recherche de la liberté.

ANTENNE 2 - 14 h 45 - Film : **Californie en flammes,** de Lew Landers : les rivalités entre Russes et Américains à propos de la Californie. Film tourné durant la guerre froide, montrant la Russie éternellement agressive et conquérante.

ANTENNE 2 - 18 h 20 - **Le monde vivant :** documentaire sur la vie des animaux au Kenya.

FR3 - 20 h - **Mimikal, le bateau grec :** documentaire sur la Grèce actuelle à travers un moyen de transport populaire.

Lundi 30 juin

TF1 - 21 h - Film : **Quand passent les cigognes,** de Mikhail Kalatozov. Histoire d'un amour brisé par la guerre. Ce film a aussi marqué très timidement le début d'un ton nouveau dans le cinéma soviétique et le « réalisme socialiste ».

ANTENNE 2 - 21 h - **Les égoutiers de Saint-Denis :** documentaire sur les conditions de travail et les problèmes de ces ouvriers.

Mardi 1er juillet

TF1 - 20 h 35 - **Les animaux du monde :** émission sur les poneys d'Irlande.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Les Dossiers de l'écran :** les problèmes de la prison.

Film : **Les révoltés de la cellule 11.** Un révolte dans la prison américaine de Folsom qui se termine par la répression des mutinés. Suit un débat des plus actuels avec un ancien détenu animateur du Comité d'Action des Prisonniers, un médecin des prisons et le sous-directeur de la Santé.

FR3 - 20 h - **La vie sauvage :** documentaire sur les singes.

Mercredi 2 juillet

TF1 - 22 h 05 - Une émission médicale d'Igor Barrère, Etienne Lalou et Pierre Desgraupes : **Biologie du développement** (2e partie).

FR3 - 20 h 30 - Film : **Duel au soleil,** de King Vidor. Un classique du western.

Jeudi 3 juillet

TF1 - 22 h 05 - **Satellite,** magazine de grands reportages. Sous réserve : les femmes dans la cité avec entre autres Brigitte Gros, maire de Meulan, et Alain Poher. A aucun moment la participation des femmes à la vie politique n'est véritablement envisagée dans ce reportage.

Doivent suivre un reportage sur Rome à propos de l'Année Sainte et un reportage sur Abu Dhabi, un émirat pétrolier du Golfe Persique.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - **Alain Decaux raconte :** le Masque de Fer.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Le faux coupable,** d'Alfred Hitchcock. Un musicien est arrêté car il ressemble à s'y méprendre à un gangster. Un innocent pris dans les filets de la police et de la justice.

Vendredi 4 juillet

TF1 - 20 h 30 - Au théâtre ce soir : **Je veux voir Mioussov,** par la compagnie Jacques Fabbri. Cette pièce vaut par son interprétation.

FEUILLETON

coup le drapeau est tout près, il le sent, car un Heil de tonnerre déferle contre les murs ; il tourne la tête, il voit l'étendard, et lorsqu'il est en plein dans la fenêtre, il se lève quand même. Il regarde silencieusement dans la rue en fièvre. Il voit flotter les fanions et les bras monter, obliques, rigides dans la brume, il voit Hungrich marcher devant l'étendard, le baudrier sous son menton pâle.

Lorsqu'il s'assied, un peloton de police montée traverse la place.

Hans regarde sa montre. Où est son déjeuner ? Il a commandé du bœuf et le garçon a dit qu'il serait servi dans quelques minutes. Hans se lève. L'office est vide. La cuisine aussi. Ils sont tous dans la rue. Le feu du fourneau n'est plus que braise. Il va s'éteindre.

Hans a froid. Il est de nouveau assis à la table, tout seul. Le vin rouge est fade. Si seulement Henrici était là ou, mieux encore, Bäuerle ! Maintenant, ils vont sans doute porter l'étendard dans la maison de Dern, et Mère sera sous la porte et s'inclinera devant le drapeau. Et ensuite, ils attendront, attendront, jusqu'à ce que le signal arrive... et ils chanteront et pousseront des cris de joie, et ils crieront que maintenant l'Allemagne leur appartient.

Il s'effraie. Qu'y a-t-il donc ? Dans la rue des groupes se forment. Henri Jockel est droit devant la fenêtre. Il tient un journal. Beaucoup de têtes se pressent autour de lui. Il lit. Que lit-il donc ? Que leurs yeux sont soudain méchants, lourds, épais. Peut-être n'est-il quand même pas chancelier ?... Qu'a donc le garçon ? Il pousse Henri Jockel du coude. Il lui dit quelque chose à l'oreille. Et tout à coup le Jockel regarde dans la salle d'un œil hébété. Il a la figure toute blanche. Comment ? Il fait signe. Quoi ? Je dois... Je ne comprends pas. Il agite la main vers le bas.. Voyons, mais ça signifie : baissez-vous, cachez-vous... Il doit être ivre ? Je secoue la tête, qu'avez-vous donc, Monsieur ? Vous devenez tout violet ? Vous êtes sans doute... Maintenant il empoigne les volets, juste devant ma fenêtre, les volets verts... pan ! il les ferme... et je suis dans la pénombre comme si on était en été...

Hans prend son verre, il veut boire. Sa main tremble. Alors il se sent saisi. Henri Jockel le tient par le bras. « Venez », chuchote-t-il, « venez ! vite ! vite ! » Et il l'entraîne entre les tables blanches, à travers le couloir, dans son bureau. Il verrouille la porte. Puis il tombe sur une chaise : « Mon cœur », soupire-t-il, « ah ! mon cœur ». Hans veut aller vers lui et l'aider, mais alors Henri Jockel bondit, il pousse le garçon contre le mur. « Ne bougez pas ! » hurle-t-il, « ou j'oublie ce que je fais ! » et avant que Hans puisse répondre ou rien demander, Henri Jockel est tout près de lui. Il chuchote, il siffle : « Ça, je vous le dis, si Bäuerle n'était pas pour ainsi dire mon ami d'enfance, et en plus un bon client, je vous aurais depuis longtemps sorti à coups de bâton, espèce de voyou, ordure ! »

Hans a empoigné l'aubergiste. Il le couche sur le sol. « Que voulez-vous de moi ? » halète-t-il et il a la langue toute sèche. L'aubergiste se tord sous son étreinte, mais n'arrive pas à se relever. Après une minute de lutte muette il semble se calmer. Il regarde Hans. « Ecoutez », dit-il, « en souvenir du temps où vous étiez encore un garçon convenable, je vous donne un bon conseil : disparaissez aujourd'hui encore de Siebenwasser, si vous tenez à votre vie. C'est une chance que je sois le seul à vous avoir vu derrière la fenêtre, sans quoi, depuis longtemps, tout serait ici brisé en mille morceaux. Vous me comprenez maintenant ? »

Hans regarde cet homme en sueur. « Non, dit-il, je ne vous comprends pas. »

« Vous ne me comprenez pas ? » Henri Jockel éclate d'un rire aigu. « Vous jouez l'innocent, hein ? » et soudain, il fait un signe de la tête, vers la table. « Là... là... c'est là ! Regardez donc un peu... C'est là, noir sur blanc ! »

Hans bondit vers la table. Il déplie le journal mouillé :

DANS LE MARAIS BRUN.

LE VRAI VISAGE DES RENOVATEURS DU PEUPLE

« Que je ne te trouve pas une odeur de jeune fille. »

Documents sensationnels

Jamais, dans toute sa vie, Henri Jockel n'avait entendu un tel cri. Ce fut un hurlement, si aigu, si irréel, comme si d'un seul coup, un homme était écorché vif. Puis la porte claqua et il y eut un terrible silence. Lorsque la Nanette se précipita dans le bureau, son mari était assis par terre. Il se tenait les oreilles et ses lèvres étaient pâles.

Courir... courir... et toujours des maisons... et toujours des voix... courir... et maintenant une pierre... en plein dans les reins... plus loin... plus loin.... il trébuche... il tombe... un coup de bâton... il se relève... il court... il court... Là-bas, une rue s'ouvre... de la neige... de la neige blanche... et plus haut, la forêt.

Derrière la dernière maison, il sent que personne ne le suit. Il entend un coup de sifflet, un signal. Puis une voix : crève tout seul ! et encore une fois : crève tout seul !

(à suivre)

CHAUSSON

PRES D'UN MOIS ET DEMI DE GREVE

APRES 43 jours de grève, la lutte continue aux usines Chausson. Si l'usine d'Asnières est entre les mains des gardiens maison, les deux usines de Gennevilliers, H et G, sont toujours occupées par les grévistes. L'animation permanente, les réunions du Comité de grève, les assemblées générales, la publication des bulletins des trois Comités de grève se poursuivent.

La direction a gardé le silence pendant dix jours, maintenant ses propositions antérieures : de 140 F à 100 F de l'OS au cadre, au lieu des 250 F pour tous, et une somme de 250 F pour le paiement des heures de grève.

Elle a tenté de nouvelles manœuvres. Une attaque de cadres a eu lieu à l'usine occupée de Villeneuve.

Elle a proposé de faire entrer douze pointeaux à Gennevilliers sous prétexte de faire les comptes pour les congés payés de ceux qui doivent partir en juillet. Rendus méfiants par la descente des cadres à Villeneuve, les grévistes de Gennevilliers ont refusé.

Maintenant que la grève Chausson commence à priver Renault d'un certain nombre de pièces détachées, on commence à en percevoir les échos dans la grande presse. Dans ce contexte, il devient plus urgent pour la direction Chausson d'obtenir la reprise du travail.

Mercredi 25 juin, les négociations ont donc repris. La direction a modifié ses propositions dans leur forme, mais finalement elle reste sur ses positions. Elle espère utiliser au mieux ces jours-ci la décision du tribunal concernant Gennevilliers.

Ce même jour, le tribunal a, en effet, fait connaître sa décision. S'il reconnaît qu'il n'y a pas « urgence d'une expulsion des salariés en grève », il laisse suffisamment de prétextes à une intervention policière. Il est identique au jugement d'Asnières, où l'on a vu la direction faire appel aux CRS.

Mais, à l'heure actuelle, les « Chausson » tiennent bon. Près de quarante-cinq jours de lutte, d'épreuves, de manœuvres déjouées les ont aguerris. Pour l'instant, les grévistes de Chausson sont bien décidés à faire payer Chantereau, non seulement les 250 F mais la note des heures de grève qui s'allonge sérieusement.

Les cadres briseurs de grève, en déroute

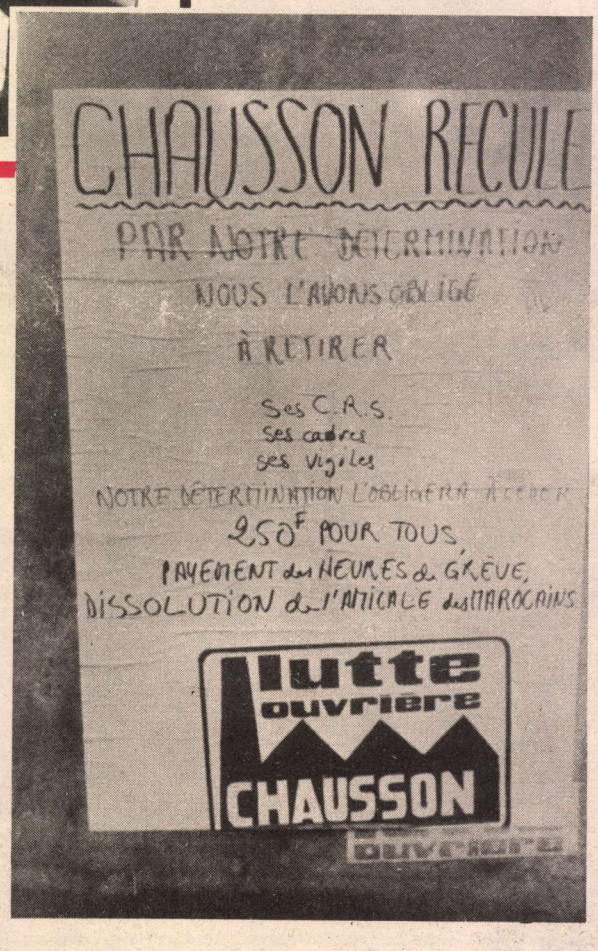
Jeudi 19 juin, à 1 heure du matin, des commandos ont attaqué l'usine Chausson occupée de Villeneuve-la-Garenne. Ils ont été reçus comme ils le méritaient. Ils ont juste eu le temps de faire quelques accrocs au grillage et se sont sauvés comme des lapins sans demander leur reste.

L'intervention de camarades des piquets de grève des usines H et G de Gennevilliers et d'Asnières en voiture a achevé de les paniquer complètement.

Qui étaient les voyous fascistes venus nous agresser ?

Ce coup-ci, ce n'était pas les membres d'une milice patronale. Non, c'était une brochette de grands directeurs de chez Chausson.

L'intervention des piquets a montré la voie à suivre pour empêcher toute provocation. D'habitude, les chefs commandent. Eh bien ! là, devant les ouvriers qui ne se laissent pas faire, ils ne font pas le poids. Ils se sauvent comme des voleurs.



Les belles lettres ne font pas les bons comptes

Depuis le début de la grève, la direction envoie aux travailleurs de l'usine des « lettres d'information ». Ces lettres constituent une véritable campagne d'intoxication contre notre grève.

La dernière lettre de la direction constituait un bluff de plus. Elle présentait deux bulletins de paye. Celui du mois d'avril et celui que nous aurions en reprenant tout de suite le travail.

La feuille de paye d'avril était fictive. La direction y comptait sept heures supplémentaires alors que nous n'en faisons plus depuis des mois. Un détail : nous n'avons d'ailleurs jamais fait sept heures supplémentaires, mais huit... Elle oubliait aussi de soustraire la journée de chômage partiel que nous avions eue en avril.

Quant aux augmentations, on retrouvait les 140 F qu'elle a accordés jusqu'à présent lors des négociations pour les plus bas salaires. Et sans vergogne, elle ajoutait les 2 % que nous aurions eus en mai, qu'il y ait grève ou pas, et 1,5 % correspondant à une demi-heure de réduction de temps de travail, que nous aurions dû avoir en septembre.

Quant au paiement des heures de grève, elle daignait nous faire une avance de 916 F (pour un OS classe 5), ...remboursables sur plusieurs mois.

Cette escroquerie n'a trompé personne.

PROVOCATION PATRONALE aux Câbles de Lyon (Clichy)

LE lundi 23 juin, peu avant 16 heures, neuf travailleurs grévistes des Câbles de Lyon, à Clichy, étaient fauchés par une voiture, juste en face de l'usine.

Plusieurs centaines de grévistes étaient massés là, devant l'entreprise, pour protester contre l'intervention des CRS (le samedi précédent, ceux-ci avaient investi l'usine pour en évacuer les grévistes qui l'occupaient), lorsqu'une R12 roulant à très vive allure monta sur le trottoir et fonça sur les travailleurs : deux sont gravement blessés — l'un d'entre eux est toujours dans le coma — et cinq sont à l'hôpital.

Aussitôt, les flics sont intervenus, non pas pour porter secours aux blessés mais pour aider le chauffeur de la R12 à redémarrer, le soustraire à la fureur des travailleurs présents et intimider ceux-ci.

Peu après, le commissaire de police déclarait qu'il s'agissait là d'un « accident classique de la circulation » ! **Mais comment se fait-il que cette fameuse R12 ait été vue déjà plusieurs fois aux abords de l'usine ? Comment expliquer que des grévistes aient reconnu le chauffeur pour l'avoir vu au tribunal lors du jugement ordonnant l'évacuation de l'usine ? Comment se fait-il, enfin, que quelqu'un qui se targue d'être champion de rallyes automobiles ait pu si aisément perdre le contrôle de son véhicule ?**

Autant de faits trop troublants pour ne pas indiquer la pure et simple tentative d'assassinat.

Il faut que la lumière soit faite. Mais pour cela, il ne faut pas compter sur la police présente lors des événements... pour protéger l'usine des patrons. Il faudra que les travailleurs prennent eux-mêmes les choses en main.

La grève

Les travailleurs des Câbles de Lyon, à Clichy, sont en grève générale illimitée depuis le 26 mai dernier.

Ils réclament :

— 300 F pour tous,

— une prime de vacances de 1.000 F,

— le paiement des heures de grève.

Les salaires aux Câbles de Lyon sont parmi les plus bas de la région parisienne, encore plus bas qu'à Chausson. Un OS ne touche guère plus que le SMIC comme salaire de base. Quant aux conditions de travail, elles sont dignes d'usines du siècle dernier.

Les grévistes occupaient donc l'usine depuis le 26 mai, lorsque dans la nuit du vendredi au samedi 19 juin, quatorze cars de CRS sont intervenus pour faire évacuer. C'est jusqu'à présent la seule réponse de la direction, qui se refuse systématiquement à discuter. Mais la combativité n'a jamais été aussi grande.

Manifestation à Citroën-Aulnay

TOÚS dehors, tous dehors, à la porte d'entrée !» nous ont crié les chefs à la prise du travail de 15 heures, vendredi 20 juin. Des chefs qui vous disent de ne pas prendre le travail et qui arrêtent les chaînes, voilà qui est peu ordinaire.

Toute la maîtrise est là, faisant barrage à la porte d'entrée. Que se passait-il ? Un tract diffusé par la direction nous apprend que, le matin, des militants du Parti Communiste Français étaient venus diffuser. On nous demande donc, à nous, travailleurs, d'empêcher les « communistes », les « harangueurs de grève » d'entrer dans l'usine.

Bientôt, de nombreux cars stoppent avant d'arriver à l'usine. Beaucoup de travailleurs en descendent, ils brandissent des pancartes : **« Liberté syndicale », « A bas la répression chez Citroën ».** Ils viennent des autres usines de la Seine-Saint-Denis. Certains diffusent des tracts aux ouvriers de Citroën, « Jette-ça ! » disent les membres de la CFT en arrachant les tracts des mains des ouvriers.

Ils expliquent que le matin des militants du Parti Communiste Français, venus diffuser à l'usine, ont été agressés par des nervis de la CFT, armés de matraques. L'un d'entre eux a même brandi un pistolet.

Les flics de Citroën ramassent les tracts et les renvoient en direction des manifestants. Puis ce sont des pierres, des boulons et même des outils qu'ils lancent sur les ouvriers venus nous manifester leur solidarité, certains sont blessés.

Un responsable de la CGT prend la parole. Il parle du manque de liberté chez Citroën. Les chefs affolés et rageurs tentent de repérer ceux d'entre nous qui applaudissent. Les nervis reçoivent des pierres qui viennent non plus des manifestants mais des ouvriers de l'usine eux-mêmes.

Un manifestant s'approche de nous pour discuter. Il est attrapé par un responsable de la direction tandis qu'un autre lui assène un coup de pierre sur la tête.

Nous prenons le travail avec près de quarante minutes de retard mais les chefs font accélérer si fortement les cadences que le soir c'est quatre voitures de plus que nous avons sorties.

Maintenant la direction nous fait travailler dans un véritable camp retranché puisque lundi elle a fait placer une cinquantaine de remorques afin de barrer le parking.

Le bagne à Citroën

Il y a quinze jours, le tribunal d'instance d'Aulnay a cassé les élections professionnelles. Au procès, une dizaine de travailleurs ont raconté comment Citroën extorque le vote des ouvriers pour son syndicat, la CFT.

C'en est trop pour Citroën, et la direction a décidé de se débarrasser coûte que coûte de tous ceux qui ont osé s'opposer à elle.

Jeudi, après avoir insulté un travailleur turc, six nervis l'entraînèrent dans le bureau de l'agent de secteur. Là, après un passage à tabac en règle avec coups et brûlures de cigarettes au visage, ils le contraignirent à signer sa démission.

D'autres travailleurs qui, eux aussi, ont témoigné contre la direction sont également convoqués chez l'agent de secteur. Et quand on connaît les méthodes Citroën, on peut tout craindre.